

T 2137 691 10,00 F
3792137010003 06910

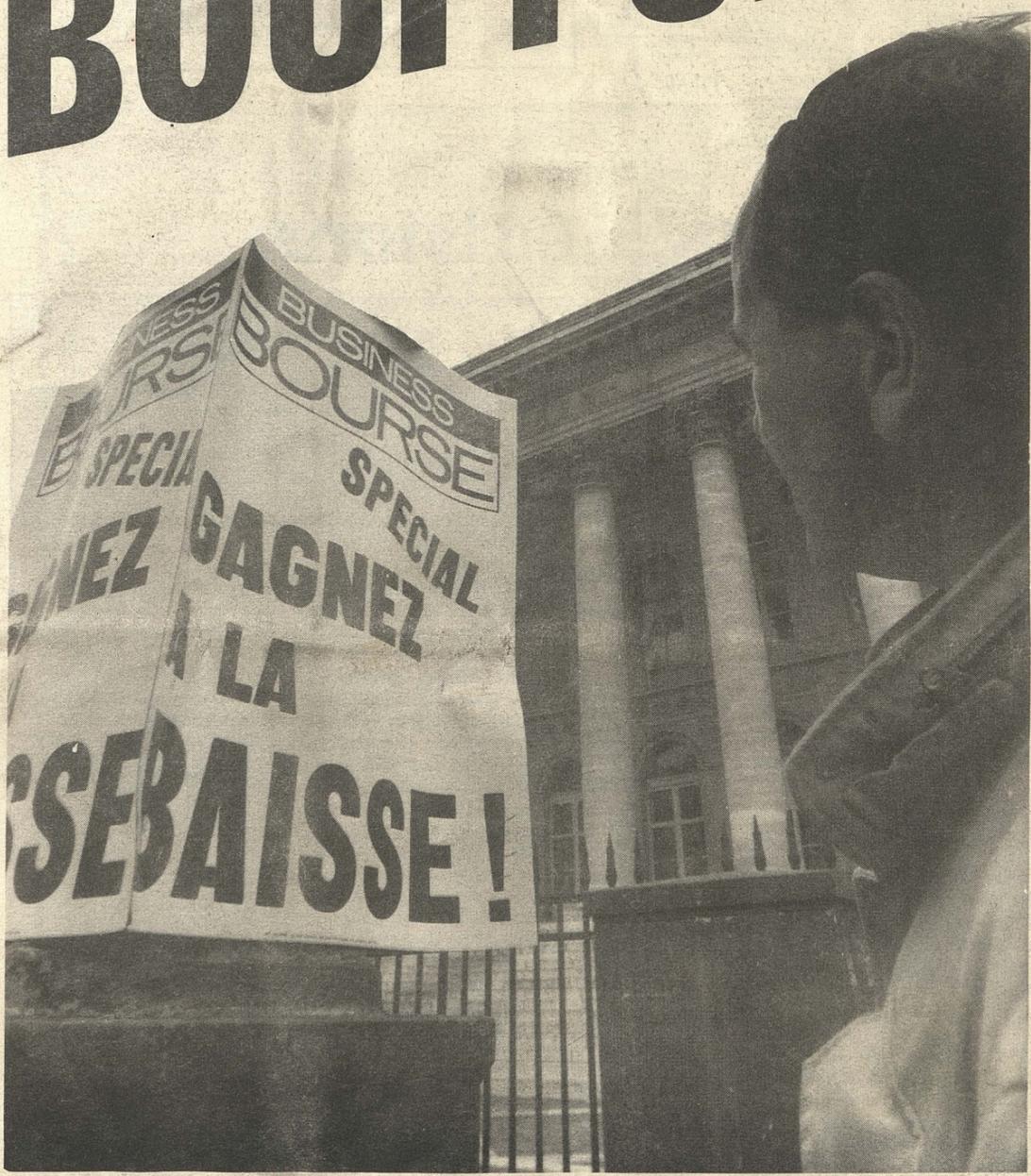
le monde hebdo **libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°691 JEUDI 21 JANVIER 1988 10,00 F

LE DOLLAR EST ROI, QUI SONT LES BOUFFONS ?



LES Etats-Unis ne régentent pas le monde capitaliste depuis 40 ans par hasard. Leur supériorité militaire et technologique, le drainage massif des cerveaux européens vers leurs laboratoires, les investissements directs des multinationales à l'étranger, ou leur contrôle de la régulation monétaire internationale grâce au dollar devenu monnaie mondiale constituent des techniques de domination terriblement efficaces.

Avant les accords de la Jamaïque en 1976, le dollar demeurait la seule monnaie au monde convertible en or. Les taux de change étaient fixes, le prix du dollar était fixe (système de Bretton-Woods). Mais depuis 1976, avec la suppression de la convertibilité en or du dollar, son taux de change est devenu flottant. Son prix (en marks, en yens, en francs...) varie quotidiennement en fonction de l'offre et de la demande sur les marchés financiers (Wall-Street, Bonn, Tokyo...) et en fonction de la spéculation qui est une des dimensions constitutives de ces marchés.

Dollar en hausse, tiers monde en berne

Mais ce qu'il faut bien saisir, c'est que les hausses ou les baisses du dollar, la plupart du temps amorcées et contrôlées par les autorités américaines, ont pour objectif essentiel de répondre aux intérêts économiques des Etats-Unis. Et qu'importe pour les Américains si les voyos du billet vert entraînent la ruine du tiers monde ou des récessions dramatiques en Europe ! Le capitalisme U.S. n'a jamais eu qu'un but : protéger sa domination et affaiblir ses concurrents pour mieux gendarmier le « monde libre ».

(Lire suite page 3)

ORGEMONT

Les nervis du P.C.F. « manifestent » contre le droit de grève.

PAGE 4

ACTION DIRECTE

Les enjeux d'un procès. Interview de M^e Ripert avocat d'Action directe.

PAGE 7



EDUCATION

Les Universités populaires (1899-1914), un épisode important et oublié du mouvement ouvrier.

PAGE 10

TERRITOIRES OCCUPÉS

Quarante Palestiniens tués, et Israël s'enlise dans la répression. Pourtant, l'abandon de ces territoires est inévitable. Il faudra alors se poser la vraie question, en terme d'émancipation.

PAGE 9

communiqués éditions

• SAINT-NAZAIRE

Une liaison de la Fédération anarchiste se crée sur la ville de Saint-Nazaire, tous les sympathisants libertaires peuvent prendre contact avec elle par l'intermédiaire des Relations intérieures en écrivant à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Les militants de la liaison Saint-Nazaire vendront le « Monde libertaire » sur le marché de Saint-Nazaire le dimanche, de 10 h à 12 h, à partir de début janvier.

• MELUN

Il est maintenant possible de contacter directement le groupe Louis-Lecoin à l'adresse suivante : Groupe Louis-Lecoin, c/o UP 77, 77190 Dammarie-les-Lys.

• BORDEAUX

Rencontre avec la C.N.T. espagnole animée par la projection du film « Toda la vida », le samedi 23 janvier (15 h 30), à la vieille Bourse du Travail, 42, rue de Lahande, Bordeaux.

• LILLE

Le Centre culturel libertaire organise une permanence librairie, chaque mardi de 19 h à 20 h et chaque samedi de 15 h à 19 h, au 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille, métro Fives (tél. : 20.47.62.65).

Programme d'animation :

• samedi 23 janvier, « Un an après (janvier 1987, janvier 1988), quelle analyse des mouvements sociaux ? », avec Bernard Lacroix, sociologue, professeur à l'Institut des études politiques de Bordeaux.

D'autre part, voici le programme de la « Voix sans maître », émission du groupe Benoît-Broutchoux, chaque vendredi de 21 h à 23 h sur Radio-Campus (99.6 MHz) :

• vendredi 22 janvier, émission spéciale avec Bernard Lavroix, sociologue enseignant à l'I.E.P. de Bordeaux (auteur, notamment, de « L'Utopie communautaire »).

• vendredi 29 janvier, « Radio-Campus, de sa création en 1968 à aujourd'hui » avec l'un de ses membres co-fondateur.

• LILLE

Le groupe Benoît-Broutchoux a publié un tract double format ayant pour thèmes : propositions pour une société libertaire, présentation du Centre libertaire de Lille, stratégie, organisation et objectifs du mouvement social (disponible contre frais de port au siège du groupe : 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille).

• NANTES

La liaison Fédération anarchiste de Nantes assure désormais la vente du « Monde libertaire » tous les samedis matins au marché de Talensac à partir de 10 h 30.

• SEVRAN-BONDY

Le groupe Sevrans-Bondy de la Fédération anarchiste et le Cercle d'études libertaires de Bondy vous invitent à participer à un débat autour du film « Sacco et Vanzetti ». La projection aura lieu le samedi 6 février (à 20 h 30) au Centre A.L.F.A., 3, allée des Pensées, Bondy (donnant sur le 132 avenue Gallieni). Seront présents des animateurs de la revue « Itinéraire », dont le numéro de décembre est consacré à Sacco et Vanzetti.

• PARIS

Le groupe du 18^e et du 17^e de la Fédération anarchiste vendent le « Monde libertaire » gare Saint-Lazare, le vendredi de 17 h 30 à 18 h 30, salle des Pas-Perdus au niveau des distributeurs de billets ; ainsi que place Clichy (à côté de la librairie), de 18 h à 19 h ; le dimanche sur le marché des Batignolles, et rue Lepic, de 10 h 30 à 12 h 30, devant la B.N.P.

• PARIS

Le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste vend le « Monde libertaire » chaque mercredi soir de 18 h à 19 h, au métro Crimée (sortie rue de Crimée), et chaque dimanche matin de 10 h 30 à 12 h, métro Place-des-Fêtes (sortie Compans) sur le marché.

• « ITINÉRAIRE »

Le numéro 2 d'« Itinéraire », consacré à Sacco et Vanzetti, vient de paraître. Au sommaire : Mystère au Massachusetts, par Ronald Greagh ; U.S.A., l'émigration anarchiste italienne, par Gino Cerrito ; Chronologie de l'affaire, par Robert d'Attilio ; Sacco et Vanzetti, la justice aux ordres de l'Etat, par Aurore Kermadec ; France, autopsie d'un soutien, par P. B. (Gr. Sacco-Vanzetti) ; Les « Industrial Workers of the World » face au mythe américain, par T. P. ; Argentine, 6 années d'agitations ouvrières et anarchistes, par Edouardo Colombo ; L'un s'appelait Sacco et l'autre ?, par Bernard (Gr. Sacco-Vanzetti) ; Nicola et Bart', par Yves Peyraut. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, au prix de 30 F. Pour s'abonner, écrire à : « Itinéraire », 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles.

Le groupe Voline vient d'éditer une affiche (65x90), on peut se la procurer à la librairie du Monde libertaire, au prix de 5 F l'unité ou de 1,20 F à partir de 10 exemplaires.

• AFFICHE

Le groupe Voline vient d'éditer une affiche (65x90), on peut se la procurer à la librairie du Monde libertaire, au prix de 5 F l'unité ou de 1,20 F à partir de 10 exemplaires.



• « ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49 »

Le numéro 13 d'« Alternative Libertaire 49 », journal édité par le groupe de la Fédération anarchiste d'Angers, est sorti. On peut se le procurer contre 2,20 F en timbre, ou mieux s'abonner (30 F pour quatre numéros, chèques à l'ordre de A.D.E.I.R.). Pour tout contact : Groupe de la Fédération anarchiste, 8, rue Buffon, 49000 Angers.

ALTERNATIVE LIBERTAIRE
n° 13



• BROCHURE

George Orwell
La politique
et la langue anglaise



Le groupe Flores-Magón vient de sortir une brochure sur « La Politique et la langue anglaise », de G. Orwell, 1946 (16 pages, prix 7 F).

sommaire

PAGE 1 : Le dollar est roi, qui sont les bouffons ? — PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Social : Le dollar est roi... (suite), Editorial, Amis lecteurs — PAGE 4, Luttes : La C.G.T. en hiver, Foyer Bisson, L'Avenir social à Orgemont — PAGE 5, Société : La fusion nucléaire, L'ozone, Rubrique sciences, Nucléaire — PAGE 6, Société : Nouvelles du front, Destructeurs de livrets, Communiqué, Mêmes, Emile Veran — PAGE 7, Répression : Communiqué, Interview de M^e Riquet, Derrière le procès, Communiqué — PAGE 8, Dans le monde : Afrique, les sociétés face au pouvoir — PAGE 9, Dans le monde : Palestine — PAGE 9, Propagande : Sondage du « Monde libertaire » — PAGE 10, Archives : Universités populaires — PAGE 11, Expressions : Cinéma, Polar, Programmes de Radio-Libertaire, Emission — PAGE 12, Politique : Elections, Réfugiés italiens.

liste des groupes f.a.

PROVINCE

• GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente-Maritime : Marennnes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Ille-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Bourgoin, Grenoble — Loire : Saint-Etienne — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Tarn-et-Garonne : Montauban — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vendée : Groupe libertaire de Vendée, La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS

Alpes-Maritimes : Nice, Grasse — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence, Arles — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia, Porto Vecchio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Pontarlier — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Béziers — Ille-et-Vilaine : Saint-Malo — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Haute-Saône : liaison de la Haute-Saône — Savoie : Chambéry — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer, Carcès, Draguignan — Vosges : liaison des Vosges.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : quinze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — Essonne : Vallée de Chevreuse — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony, Montrouge — Seine-Saint-Denis : Saint-Denis/Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes, Sarcelles.

• LIAISONS PROFESSIONNELLES

O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e,
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

éditions

Souscription

Les éditions du Monde libertaire vont faire paraître, fin mai, le tome II des « Souvenirs d'un anarchiste » de Maurice Joyeux. Le prix de souscription de l'ouvrage est fixé à 100 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Didier Roy, et à envoyer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

• « CONTRE VENTS ET MARÉES »

Changement de format, 8 pages pour un numéro exceptionnel, voici le n° 45 de « Contre Vents et Marées », journal d'humeur anarchiste, édité par le groupe de la Fédération anarchiste et le Collectif anarchiste de Bourgoin. Pour tout abonnement : « Contre-Courants », La Ladière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (prix : 50 F).



Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Règlement à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

SYSTÈME MONÉTAIRE

Les yoyos du dollar : l'arme fatale !

(Suite de la page 1)

De 1983 à 1985, le dollar ne cesse de grimper pour culminer aux alentours de dix francs. La politique monétaire américaine de taux d'intérêt élevé, et la réduction de la fiscalité sur les revenus des capitaux, chère aux ultra-libéraux réaganiens, ont rendu les placements à Wall-Street extrêmement rémunérateurs. Cela a très fortement attiré les capitaux internationaux sur des placements en dollars à la Bourse de New-York et contribué à la hausse du billet vert.

Pourquoi cette politique ? Tout simplement pour financer par l'appel à la finance internationale le déficit budgétaire américain qui, dès 1983-1984, prend des allures de Grand Canyon. Mais ce déficit budgétaire massif, fruit d'un accroissement des dépenses publiques (commandes militaires surtout) et d'une diminution des impôts (donc plus d'achats privés, surtout pour les hauts revenus), a permis une certaine « prospérité » de l'économie américaine de 1983 à 1985. Ce ne fut pas pourtant une période de prospérité pour l'ensemble de la population : le pouvoir d'achat des salariés diminue fortement, leur précarité s'accroît. Les bénéfices des capitalistes et la fortune des hauts revenus par contre augmentent.

La hausse constante et vertigineuse du dollar sur cette période, tirée par des taux d'intérêt élevés, aura des conséquences désastreuses pour le reste du monde. La politique socialiste de relance en 1981-1982, en France, se voit étranglée dans l'œuf du fait de l'accélération de la fuite des capitaux vers Wall-Street, et alors même qu'elle contribuait à réduire un peu les inégalités en France. Mais surtout, sur la



période, la dette du tiers monde, libellée en dollars, ne cesse d'augmenter au fur et à mesure de la hausse du billet vert. En 1980, cette dette représentait 610 milliards de dollars. Son montant s'accroît de 15,1% en 1981, de 10,4% en 1982, de 8,8% en 1983, et de 6,2% en 1984, pour atteindre 1 000 milliards de dollars début 1986. Certains pays en voie de développement en sont ruinés et doivent accepter des plans de super-austérité imposés par le F.M.I. Ces plans pèsent essentiellement sur les populations les plus pauvres qui s'appauvrissent davantage encore. La situation devient insupportable. Les révoltes de la faim au Maroc, en Tunisie, en

Egypte, sur cette période, en témoignent.

Dollar en baisse, récession en France

Toutefois, le dollar cher a fini par menacer les firmes américaines, de moins en moins compétitives sur certains marchés et certains créneaux industriels (face au Japon notamment). Pour reconquérir toutes leurs parts de marché, les Etats-Unis ont voulu faire baisser le dollar, en réduisant leurs taux d'intérêt (donc la rémunération du placement en dollar des capitaux internationaux à Wall-Street), à partir de 1986. De 10 F, le dollar est tombé ainsi à 6 F, en février 1987.

Les accords du Louvre, élaborés à cette date, tentent alors de le stabiliser. Mais rien n'y fait, le krach boursier et la volonté des marchés financiers de voir le dollar baisser accélèrent sa chute jusqu'à 5,50 F en janvier 1988. Pour les industriels américains, les effets de cette chute seront très positifs : le prix à l'exportation de leurs produits devient moins élevé, leur pénétration des marchés mondiaux en est considérablement facilitée.

L'Europe, et singulièrement la France qui souffre déjà de faiblesses chroniques à l'exportation, va donc devoir affronter une concurrence exacerbée. Celle-ci s'exercera moins sur son propre territoire que sur les marchés internationaux où les prix des produits sont le plus souvent libellés en dollar. Autre concurrence accrue, celle des pays asiatiques (Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong-Kong...), dont les exportations vers les Etats-Unis risquent d'être freinées par la nouvelle compétitivité américaine. Ces Etats, tout comme le Japon, vont chercher des compensations ailleurs, en augmentant leur pénétration du marché européen au détriment des producteurs locaux.

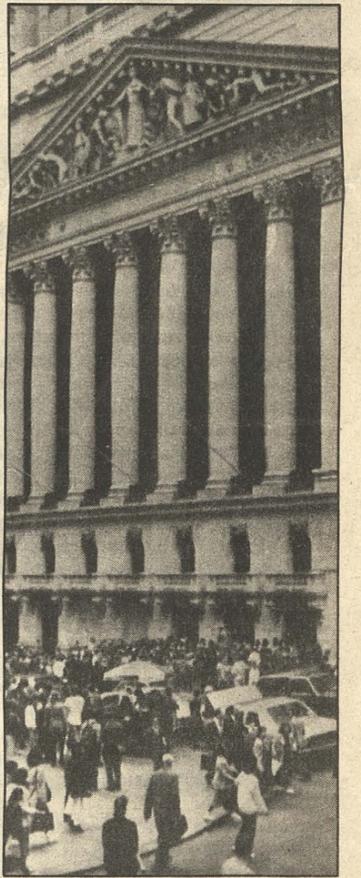
Les entreprises françaises auront sans doute bien du mal à faire face à cette nouvelle guérilla commerciale. Et la tentation sera grande pour les élus de l'après-1988 de tenter de les « libérer » plus encore de leurs charges sociales pour diminuer le coût de leur production. La politique Chirac avait déjà été très loin en ce sens. Rappelons qu'au total, en 1987 et 1988, les allègements fiscaux pour les entreprises s'élevèrent à 33 milliards de francs, notamment grâce à une baisse du taux de l'impôt sur les sociétés de 50% à 42% et à la suppression des taxes sur les services de télécommunication, comme de la taxe sur les frais généraux. Chirac comme Barre ont annoncé que cette orientation serait

baisse de la monnaie américaine. Celle-ci a des répercussions sur le portefeuille des touristes américains mais aussi australiens ou latino-américains.

Tout ceci évidemment aura des conséquences dramatiques pour les salariés français. Pourquoi ? Tout simplement parce que, voyant ses profits se réduire, le patronat va évidemment devenir intraitable sur toutes les négociations sociales. Les offensives antisyndicales tendront à s'intensifier, ainsi que les licenciements et la multiplication du travail précaire et intérimaire. Les actes de grève deviendront de plus en plus durement réprimés (l'offensive du pouvoir judiciaire a initié la tendance). La baisse du dollar contribue donc en définitive tout à la fois à restaurer la puissance et la domination des industriels américains et à restaurer le règne sans partage d'un patronat très réactionnaire parce que fragilisé. Tout cela démontre de façon assez nette qu'on ne peut transformer les structures économiques et sociales en demeurant partie intégrante du système commercial et monétaire international.

Willy PELLETIER

(Gr. Benoît-Brouchoux de Lille)



Bourse de New-York.

approfondie. Le P.S., une fois allié aux centristes après 1988, pratiquera en douceur une politique pas fondamentalement différente. Il est donc fort probable que la baisse actuelle du dollar provoque en France, récession, « libération » libérale des entreprises, diminution des transferts sociaux (la récente négociation de l'Unédic en témoigne) et de la redistribution, accroissement du chômage et de la précarité des salariés.

Un surcroît d'agressivité patronale ?

Déjà, bon nombre de grosses entreprises françaises, du fait de la chute récente du billet vert, ont perdu de leur puissance commerciale, comme le souligne *Libération* du 8 janvier. Pour Usinor-Sacilor, un dollar très bas entrave la compétitivité des exportations d'acier vers les pays nouvellement industrialisés d'Asie ou d'Amérique latine. L'Aérospatiale doit faire face à une baisse de sa compétitivité (face à Boeing ou Mac Donnell Douglas), à un rétrécissement net de sa marge bénéficiaire. La pénétration par Renault du marché américain est dès à présent bien entravée (pour la R 21 notamment). Pour Bull, un dollar à cinq francs donne un avantage important aux sociétés américaines sur le marché informatique. En matière de tourisme, il va de soi que les agences de voyages, les hôteliers, les commerçants pâtiront de la

Editorial

Le gouvernement Chirac a donc su revenir sur ses précédentes décisions, tout en les camouflant sous des raisons humanitaires et en se livrant à un subtil tri entre militants et sympathisants iraniens. Nous ne pouvons que nous réjouir de la libération du chercheur italien Gianfranco Pancino et du retour de sept des quinze expulsés iraniens, tandis que les autres attendent en Espagne qu'un pays d'accueil définitif les accepte. Sur le fond, ces affaires étaient une atteinte intolérable au droit d'asile. Quant aux formes, il est inutile de revenir sur la précipitation et les maladroites lamentables qui ont présidé au choix des expulsables.

Songeons que Pancino a été condamné en Italie à 18 années de réclusion pour « concours moral » à une série de délits et appréciations le chemin parcouru par les démocraties européennes dans la répression. « 1984 » d'Orwell est passé par là, en laissant de tels motifs d'inculpation. Big Brother invente le « concours moral », et pourquoi pas demain le « terrorisme moral » ou le « terrorisme verbal »... avec des années d'emprisonnement à la clef, pour tous ceux qui sont hors des normes de la contestation. Mais demain n'est-ce pas déjà aujourd'hui ?

Les moudjahidin expulsés l'ont été, bien moins pour leurs activités politiques qui n'ont jamais dépassé en France les limites établies par le statut de réfugié politique, que pour satisfaire un terme du marché conclu avec Téhéran. La raison d'Etat, en fait, fixe les limites à ne pas franchir ; souvenons-nous de l'imam Khomeiny qui, fin 1978, à Neauphle-le-Château, prêchait la guerre sainte contre le shah sans encourir bien sûr les foudres de l'expulsion.

Donc la mobilisation d'organisations politiques et humanitaires, d'intellectuels et de parlementaires (de différentes nationalités en ce qui concerne les moudjahidin) a pu obtenir les reculades du gouvernement français. Et c'est cela qui, malgré tout, nous laisse un goût amer dans la bouche. Que faisaient ces grandes gueules lorsque le même gouvernement (et celui qui l'a précédé) expulsait à tour de bras Basques et Italiens ? Que font-ils aujourd'hui pour libérer Roberto Gemignani, depuis un an en détention sous écrou extraditionnel, et bien d'autres réfugiés italiens en instance d'expulsion ? Que leur reproche-t-on de plus, à ces sans-grade que l'on ne reprochait à Gianfranco Pancino ou aux Iraniens ?

Bien sûr, il ne s'agit pas de médecins de pointe dans la recherche contre le cancer, que d'éminents confrères s'attachent à sauver en versant 50 000 F de caution. Bien sûr, aucune organisation structurée internationalement et pouvant mettre en branle ses plus hautes relations ne soutient ces misérables Italiens ou Basques. Bien sûr, et c'est là toute la différence ! Alors, les grandes gueules, qu'est-ce que vous attendez ?

Amis lecteurs

Vous trouverez ci-dessous la liste des souscripteurs au *Monde libertaire* pour le mois de décembre qui clôt donc l'année 87. Ce total de presque 60 000 F représente pour vous tous qui nous avez soutenus autant de sacrifices.

Recevez donc nos sincères salutations libertaires et faites savoir autour de vous que pour le *Monde libertaire* tout ballon d'oxygène, même petit, sera le bienvenu en 1988 !

DÉCEMBRE 87 :

MILLE Pierre (50 F) ; ROBIN Célestin (50 F) ; BIGOT Roger (50 F) ; COLLART Jacques (300 F) ; FESTY Serge (50 F) ; QUENIART J.-M. (270 F) ; PALACIOS J.-P. (25 F) ; LEMIRE Frédéric (50 F) ; GREGOIRE Jacques (50 F) ; DELATTRE Claude (700 F) ; MASSAGUER B. et LASFARGUES A. (200 F) ; HOCQUART J.-P. (100 F) ; BERNARD Alain (50 F) ; BARTELLETTI Geneviève (50 F) ; NEBIEU Fernand (100 F) ; LAFOSSE (50 F) ; BERNARD Mauricette (50 F) ; BERRAUD J.-P. (50 F) ; ROUEZ Alain (50 F) ; HESTO Patrice (50 F) ; Anonyme (100 F) ; WAPPLER B. (50 F) ; CAUDRILLIER Gérard (150 F) ; GILLET Alain (100 F) ; PUBLICO (170 F) ; GRANDES Nicolas (180 F) ; BOUDOT Daniel (50 F) ; FERIOT Robert (50 F) ; RIPOCHE Serge (50 F).

Total mois de décembre : 3 145 F.

Total pour l'année 1987 : 58 669 F.

Les administrateurs

C.G.T.

Les briseurs de grève d'Orgemont !

Le 13 janvier, journée d'action de la C.G.T. pour les libertés syndicales et le droit de grève, la confédération d'Henri Krasucki s'est illustrée comme patron de choc dans l'évacuation barbare de l'établissement l'Avenir social, centre social qu'elle gère à Orgemont dans l'Essonne (Monde libertaire n° 690).

Les « gros bras »

Toute la journée du 12, un important service d'ordre C.G.T. s'est constitué aux abords de l'Avenir social, encadrant les locaux occupés par les grévistes — pour la plupart C.F.D.T. Le conseil d'administration, après avoir rompu les négociations, le 8 janvier, avait ordonné la libération des locaux administratifs.

La tension montait à la vue des rondes effectuées par le service d'ordre, d'autant qu'à la fin de la journée, de cinq « gros bras », il était passé à cent cinquante. L'affrontement était inévitable, les grévistes attendant d'une minute à l'autre.

A 4 heures du matin, ce 13 janvier, exhibant des manches de pioche et diverses matraques, les nervis cégétistes montèrent à l'attaque des locaux, virant chaque gréviste sous une bordée d'injures, maniant lestement leurs armes, cassant les vitres et le matériel afin que les dommages soient attribués aux grévistes, qui eux se rapatrièrent dans un local en dehors d'Orgemont.



Les membres du service d'ordre menacèrent ensuite les enfants de leurs matraques pour les contraindre au calme. Ils fracassèrent aussi bon nombre d'objets leur appartenant.

Les enfants, effrayés, s'enfuirent au matin pour la moitié d'entre eux (une vingtaine) dans les cafés du village ou la campagne avoisinante. Il fallut une journée entière pour que les enfants soient retrouvés par les éducateurs grévistes et la gendarmerie.

L'évacuation manu militari, opérée par le service d'ordre de la

C.G.T. est inqualifiable. Mais les responsabilités des pouvoirs publics sont très lourdes : la préfecture a refusé d'intervenir cette nuit-là, malgré les risques de violences de d'exactions à l'encontre des grévistes et des enfants eux-mêmes. La D.D.A.S.S. de l'Essonne a fini par réagir conjointement aux D.D.A.S.S. de Seine-Saint-Denis et

du Val-de-Marne, une fois que tous les enfants furent récupérés et accueillis par le personnel gréviste ; les responsables de l'Avenir social, quant à eux, n'avaient rien fait en ce sens. Le 13 au soir, l'établissement était fermé par la préfecture, les enfants confiés aux D.D.A.S.S. ou à des familles volontaires de la commune de Cerny, là où les enfants vont à l'école.

Pas de négociations !

Quant à la direction, les deux licenciements pour fait de grève sont maintenus et elle se refuse à rouvrir les négociations malgré les appels réitérés de l'inspection du travail soutenue maintenant par les tutelles. Le samedi 16 janvier, la manifestation organisée par le comité de grève, la C.F.D.T. et le comité de soutien (essentiellement composé des populations des alentours) a rassemblé deux cents militants devant l'Avenir social ; la C.G.T. se cachant pour photographier les manifestants, de peur sans doute d'être molestée ! Affaire à suivre, la C.G.T. continuera-t-elle sur ce mode stalinien ou entendra-t-elle les remous en son sein ?

L. N. (Gr. Pierre-Besnard)

FOYER

Bisson futé ne se laissera pas faire

Nous tentions la semaine passée (Monde libertaire n° 690) de fonder quelques espoirs quant à la pérennité du foyer Bisson. Il s'avère que, depuis lors, les résidents ont reçu un avis les informant qu'ils pouvaient s'attendre à être expulsés à partir du 25 janvier, date à laquelle le tribunal jugera en référé. La bataille n'est pas pour autant perdue, encore qu'il faudra juger du soutien apporté aux résidents par la manifestation du 23 janvier. Celle-ci ne rassemblera pas seulement les résidents du foyer Bisson mais ceux de bien d'autres foyers parisiens, dont tous ceux gérés par le Bureau d'aide sociale de Paris. Elle rassemblera aussi tous ceux qu'interpelle cette lutte du pot de terre contre le pot de fer, ou plutôt du prolétaire contre le spéculateur.

La lutte des résidents est bel et bien une brèche ouverte dans les contradictions chiraquiennes, contradictions entre les promesses du futur maire de Paris et la politique qu'il mène depuis son élection, contradiction entre les paroles et les faits, entre la rénovation et la spéculation, a fortiori quand les victimes ne sont pas des électeurs...

Le Bureau d'aide sociale de Paris justifie maintenant sa demande d'expulsion du fait de la présence de résidents clandestins et d'affaires de drogue dans le foyer. Vrai ou faux ? Et si c'était vrai ? Qu'il ait pu y avoir des clandestins il y a trois ou quatre ans, qu'il ait pu y avoir des affaires de drogue, cela justifierait-il l'expulsion de la totalité des résidents qui paient leur loyer chaque mois, ne consomment ni ne revendent de drogue ?

« Si ce n'est toi c'est donc ton frère » est une parole de bulldozer. N'importe quel moyen est bon pour la magouille : le seul qui a été trouvé pour expulser des résidents n'a rien à voir avec le vrai sujet qui est l'expulsion en vue de la démolition d'un immeuble qui ne demande qu'à être réhabilité.

Contre la « parole » des bulldozers peut s'élever la parole de la fraternité. Pour gagner, il lui faudra commencer par s'exprimer fortement samedi 23 janvier, à 14 h 30, au métro Couronnes.

LE FURET



SYNDICAT

La grève et la C.G.T.

En 1985 des travailleurs du Livre C.G.T. interrompaient un raout où était présent Lecat, celui qui ministre sous Giscard avait déclaré que la France n'avait pas « vocation graphique »... Trois ans après des responsables du comité intersyndical du Livre parisien étaient inculpés pour séquestration de personnes et autres amabilités tournant autour du concept de criminalisation de la grève. Ils ont été relaxés comme l'ont été les inculpés du Mans, à qui leur patron américain voulait faire payer le manque à gagner dû à une grève.

Les dérives possibles...

Victoires contre le patronat et ses prétentions à légiférer pour que juridiquement, en France, il n'existe plus aucune entrave à ses profits. La veille de la manifestation pour la défense du droit de grève, le bureau confédéral de la C.G.T. avait rappelé : « Seules l'action et la solidarité agissant permettent de mettre en échec total ou partiel les prétentions gouvernementales et patronales. » Malheureusement le « commando antigreviste » qui est intervenu à Orgemont, dans la nuit de mardi à mercredi, a mis des limites à ces affirmations... (1)

Quand le syndicalisme devient patron et dévie de son but, toutes les dérives sont possibles. Et ce ne sont ni la section C.G.T. de l'ex-Tourisme et Travail du quai de Valmy à Paris ni celle de l'entreprise de feu Doumeng qui nous démentirons !

Place du Châtelet, à Paris, de nombreuses délégations d'entreprises étaient présentes pour affirmer leur détermination dans la défense du droit de grève. L'arrêt de la Cour de cassation de juillet 1986, qui permet au juge de se substituer à l'employeur était l'objet de nombreux commentaires. Plus que le discours d'Henri Krasucki, qui ne nous a pas appris grand-chose de nouveau.

Plus nouveau était la présence, ce jour-là, de la section C.G.T. du

quotidien parisien Libération sous leur banderole. Et c'est dans l'après-midi, vers 15 heures, que plusieurs dizaines de militants du Livre ont accompagné une délégation pour exiger la réintégration d'une correctrice, Gordana Vujic (2). Disons que le contact et l'échange de propos peu amènes

fraîcheur pour 1988... Il reste que des acquis du mouvement ouvrier sont à défendre, qu'un front commun est envisageable, mais à quel prix ? Le syndicalisme ne doit pas servir à régler des problèmes politiques, mais l'échéance électorale arrive et il faut nous attendre au raz de marée « caisse de réso-



et quelques bousculades » avec des recentrés de 68 et leurs sycophantes laissent une impression étrange !

Des « bavures » ?

La grève est ringarde ont clamé différentes voix au cours de l'année dernière. La C.G.T. se maintient sur le créneau de la lutte des classes en assurant sur le terrain. Mais, avec des « bavures » genre Orgemont, elle perd sa crédibilité syndicale. La « tentation » pour les militants du P.C.F. (3) de faire de la C.G.T. leur organisation bis. Le resserrage des boulons autour de Lajoie ne laisse pas présager de grandes bouffées de

nance ». On va nous dire que c'est bien de lutter, mais qu'il ne faut pas s'arrêter en si bon chemin et qu'après il faut voter. Résistons en attendant que leur fièvre tombe !

J.-P. G.

(1) C'est France Soir qui, dans son édition du jeudi 14 janvier, a pu se payer le luxe de titrer « Panique : 20 enfants fuient leur établissement attaqué par des briseurs de grève ».

(2) La relation dans Libération du lendemain était assez correcte. Dont acte, une fois n'est pas coutume. Mais le rôle provocateur de certains membres de la rédaction a été oublié !

(3) D'où le leitmotiv bien connu : il n'y a que la seule C.G.T. qui se bat et, à l'intérieur de celle-ci, que les militants du P.C.F....

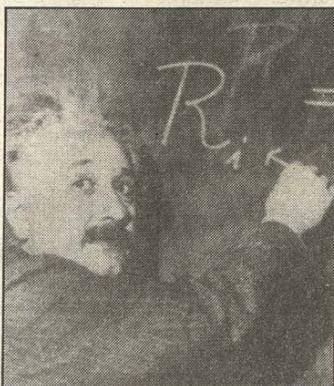
RUBRIQUE
SCIENCES

• ORIGINE DE LA VIE :

La sonde spatiale européenne Giotto qui, en mars 1986, a croisé la route de la comète de Halley, outre les données sur la nature même du corps astral, a mis en évidence la présence de molécules organiques dans les poussières du panache de la comète. Le débat sur l'origine de la vie s'en trouve une fois encore relancé. Certains scientifiques penchent en effet pour une origine extra-terrestre de la vie (sous-entendu extérieure à la planète Terre et non grâce à des martiens ou autres vénusiens), et cette découverte apporte de l'eau à leur moulin. Toutefois, cette théorie dite de la « panspermie » n'est pas acceptée par de nombreux biologistes, géologues et astronomes, qui s'en tiennent au schéma traditionnel d'une apparition terrestre des molécules organiques, qui en se complexifiant et en s'assemblant, constituent la base de tout être vivant (du virus à la baleine).

• COLLABORATION SCIENTIFIQUE :

1,3 milliard de francs : c'est le prix que coûte la révision et l'amélioration du porte-avions Foch. Sept cent mille heures de travail : c'est le temps nécessaire pour implanter le nouveau système d'armement du même navire. Tout cela est le fruit d'une étroite collaboration entre le ministère de la Défense et diverses entreprises (dont Alstom, Thomson, l'Aérospatiale...). Parallèlement, certains domaines de la recherche médicale doivent être abandonnés faute de crédit et de personnel. Cherchez l'erreur !



• BUDGET :

Une récente réunion de l'Association pour le développement et la maîtrise des sciences et techniques (ADEMAST), qui s'est tenue en novembre 1987, a permis de faire le point sur l'état de la recherche en Europe. Il en ressort notamment des disparités quant à l'attribution des subventions de recherche : 1,87% du P.N.B. en France contre 2,90% en R.F.A. (2,76% pour les Etats-Unis et 2,66% pour le Japon). De plus, la recherche militaire n'est pas aussi gâtée dans tous les pays : 30% du budget en France contre 10% en R.F.A. et 1% au Japon. La France est donc une des premières nations au monde en matière de recherche militaire. Cet état de fait, à mettre en corrélation avec l'attribution du budget 1988 (voir rubrique « Sciences » du M.L. n° 681 du 12 novembre 1987), nous promet un avenir scientifique civil coloré en kaki.

PATRICK
(Gr. Sevrans-Bondy)

ÉCOLOGIE

Ozone, où es-tu ?

LES médias parlent épisodiquement de la couche d'ozone qui, dans la haute atmosphère, nous protège des rayons ultra-violet. Mais il est peut-être trop tard et personne ne le sait exactement (voir *Monde libertaire* n° 690). Les « trous » s'agrandissent : on estimait en 1983 que 40% du volume d'ozone au-dessus de l'Antarctique avait disparu, contre 6 à 7% au-dessus des pays tempérés. Cet appauvrissement ne reste pas localisé aux pôles.

Onze groupes industriels dont Atochem, filiale d'Elf-Aquitaine, ont signé un accord le 1^{er} décembre 1987, pour mener des études toxicologiques sur les substituts « hydrogénés » des C.F.C. 11 et 12 (1), présumés responsables de la disparition progressive de l'ozone.

Actuellement, ces produits sont utilisés dans la proportion de 30% par la réfrigération industrielle et domestique, 34% pour les mousses rigides et isolantes, et 30% dans les aérosols.

Vous avez dit C.F.C. ?

Les composants des C.F.C. donnent naissance dans la haute atmosphère à des oxydes de chlore. Certains se transforment en acide chlorhydrique et sont éliminés par la pluie. D'autres se combinent à l'azote mais sont inoffensifs pour l'ozone. Reste le monoxyde de chlore qui, lui, dissocie les molécules d'ozone.

Dans l'Antarctique les teneurs en monoxyde de chlore sont très fortes ; cinq cents fois supérieures à ce qu'elles sont ailleurs aux mêmes altitudes (entre 18 et 23 km), essentiellement à cause du froid qui règne (-95°C) à ces altitudes.



Cette semaine une vingtaine de scientifiques américains, allemands et français feront des expériences au nord de la Suède pour vérifier l'état actuel de la couche d'ozone. En janvier 1987, une équipe allemande du Max Plank Institut avaient effectué des tests sans grand résultat suite à des problèmes techniques ; cette fois-ci la nouvelle équipe déplacera une véritable armada de matériel.

Il faut de 15 à 80 ans aux C.F.C. pour qu'ils atteignent la stratosphère où se concentre 90% de la quantité totale d'ozone. La durée de vie de ces gaz varie entre 40 et 120 ans ; ce qui veut dire que leur action ne fait que débuter, 90% des C.F.C. émis entre 1955 et 1975 n'ayant pas encore atteint l'altitude critique.

Les C.F.C. dits hydrogénés, les produits de substitution, contiennent moins de chlore et de fluor (le C.F.C. 22 cause vingt fois moins de

dégâts par exemple que les C.F.C. 11 et 12). Mais le prix de revient est beaucoup plus élevé et des études faites sur des animaux n'écartent pas l'éventualité d'effets cancérogènes. Les consommateurs risquent donc d'être mis à rude épreuve : on estime que les produits de substitution leur coûteront trois à quatre fois plus cher que les C.F.C. 11 et 12.

Conscients de l'enjeu économique que représenterait la disparition des C.F.C., les fabricants poursuivent depuis douze ans des recherches sur les produits de substitution. En 1985 la production des C.F.C. 11 et 12 était d'environ 800 000 tonnes. Elles croît d'à peu près 5% l'an. Pour les industriels, il n'est pas question d'abandonner cette production à court terme.

C'est pourquoi l'accord de Montréal en septembre 1987, signé par quarante Etats producteurs de 70% des produits incriminés, ne propose

qu'une diminution de 50% de la production de ceux-ci entre 1989 et l'an 2000.

L'élimination des molécules d'ozone laisse passer de plus en plus de rayons ultra-violet (U.V.B.). D'où des cancers de la peau (1% d'ozone en moins égale 2% de cancers de la peau en plus, soit 12 000 à 20 000 cas supplémentaires pour les Etats-Unis), la multiplication des cataractes et des décollements de la rétine, l'aggravation des infections de la peau et l'affaiblissement des défenses immunitaires (voir *Monde libertaire* n° 690).

Mais l'augmentation du nombre des U.V.B. compromet le cycle du phytoplancton et plus généralement de la flore et de la faune océaniques. La production agricole est elle aussi menacée : une simulation de réduction de 25% de l'ozone a entraîné une chute de 20% de la production pour des champs de soja.

Les C.F.C. participent aussi à la pollution de l'atmosphère avec le gaz carbonique et les autres gaz polluants (voir *Que Choisir* de novembre 1987).

Que faire ? Agir vite. En boycottant les aérosols utilisant comme gaz de propulsion des C.F.C. 11 et 12 (produits pharmaceutiques, de beauté, alimentaires, pour le bricolage, d'entretien, pesticides...) et les plastiques expansés dont les gaz d'expansion sont des C.F.C. 11 et 12 (boîtes d'œufs, barquettes pour viande, mousses d'isolation...). Enfin, il faut obtenir un étiquetage qui indique la nature du gaz propulseur ou d'expansion.

A. D.

(1) C.F.C. : chlorofluorocarbure.

NUCLÉAIRE

La fusion

BEAUCOUP de gens en parlent. Elle est présentée comme l'espoir d'une production d'énergie abondante et quasi illimitée. Mais il serait bon de savoir sur quoi est fondé cet espoir.

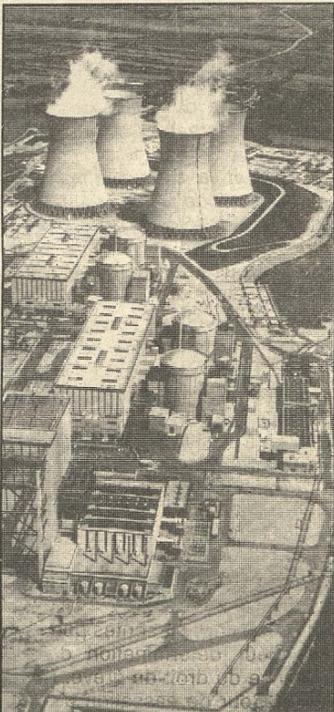
Un rapport du Congrès américain (dépêche A.F.P.), sorti le 25 octobre 1987, tire les conclusions suivantes quant à l'évolution future de la fusion nucléaire. Il est « invraisemblable, mais en aucune façon certain, que le travail d'ingénierie nécessaire à la construction d'un réacteur à fusion produisant de l'électricité soit terminé au début du XXI^e siècle. » Il signale également la nécessité d'une augmentation substantielle des crédits de recherche, actuellement de 320 millions de dollars, et une coopération accrue entre les Etats-Unis, la C.E.E., le Japon et l'U.R.S.S. dans ce domaine.

Il est à préciser que le problème est de taille, puisque la réaction de fusion d'hydrogène ne peut être produite qu'à la température de 100 millions de degrés Celsius. Actuellement aucun container n'est capable de résister à de telles températures. Les expériences, mises en place pour dépasser cette difficulté, sont « actuellement sans succès apparent ».

La fusion nucléaire est intimement liée à la fission nucléaire de l'uranium. Ceci parce que la filière nucléaire actuelle est justement là pour faire patienter, en attendant cette manne énergétique infinie et « propre » (à première vue) que doit être la fusion. Aussi, plus on éloigne la mise en route d'une fusion nucléaire civile, et plus diminuent les réserves d'uranium,

plus est nécessaire dans la logique énergétique (notamment française) le développement de la filière surgénératrice Super Phénix.

On remarquera également les sommes faramineuses dépensées pour une recherche qui n'est pas sûre d'aboutir, et le peu de crédits



pour le développement de l'énergie solaire qui est une source réellement inépuisable à l'échelle de l'humanité.

DANIEL
(Liaison du Tarn)

POLLUTION

Quel avenir pour l'énergie nucléaire ?

UN récent article paru dans *La Recherche* (1) fait le bilan des travaux en cours pour améliorer la productivité et diminuer le coût des centrales nucléaires. En premier lieu il faut signaler que la France est actuellement la deuxième puissance électronucléaire mondiale après les Etats-Unis, et la première si l'on considère que sa production électrique est aux trois-quarts d'origine nucléaire. Notre pays dispose de 43 centrales dont la plupart ont des réacteurs à eau sous pression, d'une puissance installée de 45 gigawatts (2). Cette puissance devrait atteindre 61 gW en 1993 et 70 gW en l'an 2000...

En l'an 2 000, les deux-tiers des réacteurs nucléaires produisant de l'électricité dans le monde seront des réacteurs nucléaires à eau sous pression (R.E.P.). Selon certains experts officiels, la filière R.E.P. serait bien partie pour rester en tête pendant encore une centaine d'années.

L'article que publie *La Recherche* parle donc des changements susceptibles d'être apportés au cours des années à venir, changements portant essentiellement sur le choix du combustible utilisé et sur l'architecture du cœur du réacteur.

Bien entendu, cet article écrit par un ingénieur travaillant au C.E.A. de Grenoble ne parle pas de l'avenir des déchets radioactifs dont actuellement on ne sait que faire et que l'on entasse au fond des mers. Le problème que posent les déchets radioactifs reste d'ailleurs la principale pierre d'achoppement à la viabilité de l'énergie nucléaire (3). Mais les technocrates qui décident de la quantité d'énergie à produire ne s'embarrassent pas de problèmes qui, pour eux, restent des « détails ». Leurs premières préoccupations sont le maintien et la consolidation de leurs privilèges...

Il y a encore quelques années, l'Etat favorisait les économies d'énergie. Aujourd'hui on peut de nouveau consommer et gaspiller de l'électricité sans complexe, grâce au nucléaire.

Il n'est pas certain que notre civilisation — même en ayant des structures libertaires — puisse totalement se passer d'une filière nucléaire. Mais les techniques permettant son exploitation ne sont pas encore rendues à un niveau satisfaisant (3). L'accident de Tchernobyl et divers autres incidents sont là pour nous le démontrer...

A propos de Tchernobyl, il faut signaler qu'une équipe de chercheurs américains a découvert au Groënland un nouveau marqueur stratigraphique : les glaces renferment du césium radioactif, déposé sur les calottes glacières peu de temps après la catastrophe. En prélevant des échantillons de glace, ils ont décelé, sous la surface, une bande de 10 centimètres de profondeur renfermant des concentrations anormales en césium 134 et 137. On peut supposer que tous les glaciers de l'Antarctique présentent ce même repère de césium (4)...

C.D. (Liaison Evreux)

(1) *La Recherche* n° 195, janvier 1988.

(2) Un gigawatt = un milliard de watts.

(3) *Le Monde libertaire* n° 622 : lire l'article : *Intoxication de l'environnement humain*.(4) *La Recherche* n° 194, page 1505.

NOUVELLES DU FRONT

• **DESSEIN INTERNATIONAL.**
Le collectif d'objecteurs tarnais, ayant réalisé en 1985 un album de dessins antimilitaristes (« Aux armes citoyens ! »), se propose de renouveler l'opération. Il envisage, cette fois, de donner à ce second recueil une ampleur internationale. Les dessins doivent être en noir et blanc, de format horizontal 21 x 24 cm. Pour tout renseignement, téléphonez au (16) 63.38.39.55, le mercredi de 17 h à 19 h. Adresse : C.O.T., B.P. 229, 81006 Albi cedex.

• **FAITES LA BOMBE !**
Selon le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), il y a eu en 1987 quarante-six essais nucléaires dans le monde. Vingt-trois se sont déroulés en U.R.S.S., quinze aux Etats-Unis et huit à Mururoa.

• **POLOGNE.**
Onze objecteurs de conscience croupissent actuellement dans les geôles de Jaruzelski. Il s'agit de Jacek Borcz (21 ans), Wojciech Nitsinski (22 ans), Wieslaw Soliwadski (23 ans), Piotr Bednarz (22 ans), Wotchek Wozniak (19 ans), Marek Czachor (27 ans), Slawomir Dutkiewicz (23 ans), Oskar Kasperek (28 ans), Piotr Rozycki (23 ans), Jaroslaw Waliszewski (23 ans) et Mariusz Bajda (24 ans). Ils ont tous été arrêtés en 1987, certains sont condamnés à des peines de prison de 2 à 3 ans. On peut écrire à Jacek Borcz, Ul. Mtyviska 71, 75-950 Koszalin, Pologne ; à Piotr Bednarz, Ul. Msciwoja, 9/3 Gdynia, Pologne ; et à Piotr Rozycki, prison of Potulice, 2 K Pawilon 1, 89-120 Potulice, Pologne.

• **HONGRIE.**
Onze autres objecteurs sont de nationalité hongroise et connaissent les mêmes délices dans leur pays. Il s'agit de Szolt Keszthelyi (23 ans), Jozsef Katona, Gyorgy Hegyi, Barna Csontos, Peter Orban, Geza Ulsak, Andras Kozak, Zoltan Schneller, Ernő Toth, Jozsef Peller, Imre Szalai. Ils purgent des peines de deux à trois ans de prison. A l'exception de Szolt Keszthelyi (Allapuszta M-10 B-13, 3627 Hongrie), ils sont tous détenus à la prison de Baracksa (Baracksa Foghaz es Borton, Baracksa, Pf. 2-2471, Hongrie). (sources : W.I.P. et P.R.)

• **PRÉFÉRENCES MARQUÉES !**
Des appelés de la caserne de Vincennes ont été surpris de découvrir, dans une salle de détente des cadres de la 1^{re} compagnie, des panneaux illustrant la Seconde Guerre mondiale. Sur le premier, consacré à l'armée allemande, était positionné la photo de Hitler. Sur le second, pour l'armée française, se trouvait Pétain. Sur les troisième et quatrième : Eisenhower et... Staline. En revanche, de Gaulle connaît pas ! Le commandement de la 1^{re} région militaire a ouvert une enquête.

Georges HOST

Un service régulier
et pratique
l'abonnement

RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL

Sans avenir apparent

AMNESTY International a rendu public son dernier rapport. Le plus accablant, le plus scandaleux, le plus émouvant peut-être : il concerne les enfants.

Comme à l'accoutumée, il fait le tour, pays par pays, de tout ce qui se fait d'horrible. On connaît les tortures qui leur sont infligées devant leurs parents, l'allégresse et la froideur qui les font monter à l'assaut notamment sur le front Irak-Iran. Mais il est des contrées plus câlines où ces sommets d'ignominie ne sont pas atteints mais où pourtant la banalité de l'enfermement, aussi insupportable soit-elle, est subie dès l'âge de treize ans. C'est dans notre « douce France » que ça se passe. La juridiction est aussi simple qu'intolérable et comme toute juridiction aisément contournable. C'est donc à partir de treize ans qu'en cas de crime ou de délit, un mineur peut se retrouver en taule. Les peines sont de dix jours au maximum en cas de délit ; en cas de crime : pas de minimum, c'est la juridiction traditionnelle, c'est-à-dire celle appliquée aux majeurs.

La tendance, cette année, est aux centres fermés. Le centre fermé n'a rien de légal..., mais

rien d'illégal non plus. C'est pire que la prison car, simple mesure administrative, l'incarcération est décidée par le juge pour enfants sans contrôle de l'administration pénitentiaire. Elle échappe donc de ce fait à l'autorité publique. Mais si on peut douter de l'efficacité de cette dernière, les centres fermés sont en fait imposés aux mineurs par de véritables lettres de cachet. Ces centres, qui existaient jusqu'en 1969, constituent un véritable retour en arrière. C'est l'officialisation de l'exclusion sociale du jeune à la dérive. Le jeune à la dérive, parlons-en. Quatre-vingt-dix pour cent des enfermements sont dus à des atteintes aux biens et non aux personnes : auto-radios, voitures..., souvent pour trouver les moyens de s'offrir le peu de came qui fera oublier l'auto-radio ou la voiture qu'ils ne peuvent pas s'offrir. C'est la sanction de l'échec de la « liberté surveillée » (sic). Comme le dit l'avocat Dominique Tricaud, un des animateurs de l'association Riposte (1), qui a précisément en charge les problèmes des prisons pour mineurs « ... c'est aller au bout de la marginalité, c'est le ratage de tous les garde-fous traditionnels... ».

Ces centres fermés, actuellement mis en place par Chalandon, fonctionnent déjà en Angleterre où la Cour européenne de justice, à ce sujet, a donné tort à l'Etat. Peu importe... un mineur, ça ne vote pas, à plus forte raison s'il est basané. Est-il besoin de préciser que la population carcérale mineure provient dans son écrasante majorité des grands centres urbains, et que les Maisons d'arrêt de province ne peuvent regrouper ces jeunes, qu'ils sont 450 à Fleury-Mérogis, que leurs vies sont d'ores et déjà foutues, leurs

perspectives d'avenir bouchées et que les minces tentatives d'alphabétisation ne peuvent en aucun cas leur assurer une vie « conforme ».

La surpopulation des prisons contraint les mineurs à « émigrer » et à cohabiter avec les prisonniers majeurs... Réhabilitation garantie. Fleury-Mérogis, ruban bleu de l'univers carcéral !...

Jean-Pierre Gault

(1) Association Riposte : 72, rue Gay-Lussac, 75005 PARIS.

Communiqué

Les déclarations de Valade ne tiennent pas compte des propositions étudiantes élaborées lors des états généraux de mars 1987. Les étudiants ont été une fois de plus écartés des décisions concernant leur avenir et celui des universités.

La Fédération anarchiste ne s'étonne pas de ces procédés, habituels de la part des ministres... A droite comme à gauche, les dirigeants veulent offrir l'enseignement supérieur aux patrons des entreprises, et une partie de la recherche à l'armée.

La Fédération anarchiste condamne un tel état de fait qui modèle l'enseignement par la sélection, d'après les besoins de quelques profiteurs, et non d'après les aspirations et les droits de tout un chacun à un enseignement de qualité.

La Fédération anarchiste se solidarise avec les étudiants pour demander plus de moyens, tant financiers que pédagogiques, en vue du libre accès de toutes et de tous à la culture et au savoir.

Fédération anarchiste

ANTIMILITARISME Déchireurs...

MILLE francs pour chacun des destructeurs de livrets, c'est le jugement rendu le 13 janvier par le tribunal correctionnel de Rennes à l'issue du procès du 23 novembre (la chambre spécialisée dans les affaires militaires s'étant déclarée incompétente le 22 septembre). Neuf étaient poursuivis parmi les quinze qui avaient ainsi manifesté concrètement leur désaccord le 22 octobre 1985 dès l'énoncé du jugement condamnant Christian Frigoult, insoumis total, à neuf mois de prison ferme.

Sept semaines de réflexion pour constater que « les faits invoqués par la défense sont irrecevables » et pour se conformer aux demandes (non rendues publiques) du parquet qui ne souhaitait pas « faire des prévenus des martyrs ! ».

Un jugement sans surprise donc, marqué, semble-t-il, par un désir de ne pas faire de vagues. Ni trop répressif ni trop clément, à la lumière des procès comparables (et compte tenu de l'inflation !). Il confirme l'impression que poursuivre était une gaffe due à un précédent procureur trop zélé. Les circonstances exceptionnelles du délit, commis spectaculairement dans la salle même où fut rendu le jugement, n'ont pas alourdi celui-ci. Les juges auraient-ils craint de susciter de nouvelles manifestations...

Ce procès collectif fut marqué par une volonté d'expérimenter de nouvelles formes de défense. Ce genre d'affaire ne justifiait pas de déranger un avocat : l'assistance juridique de la C.S.R. (Coordination de soutien aux réfractaires) a permis de réussir une « défense libre ».

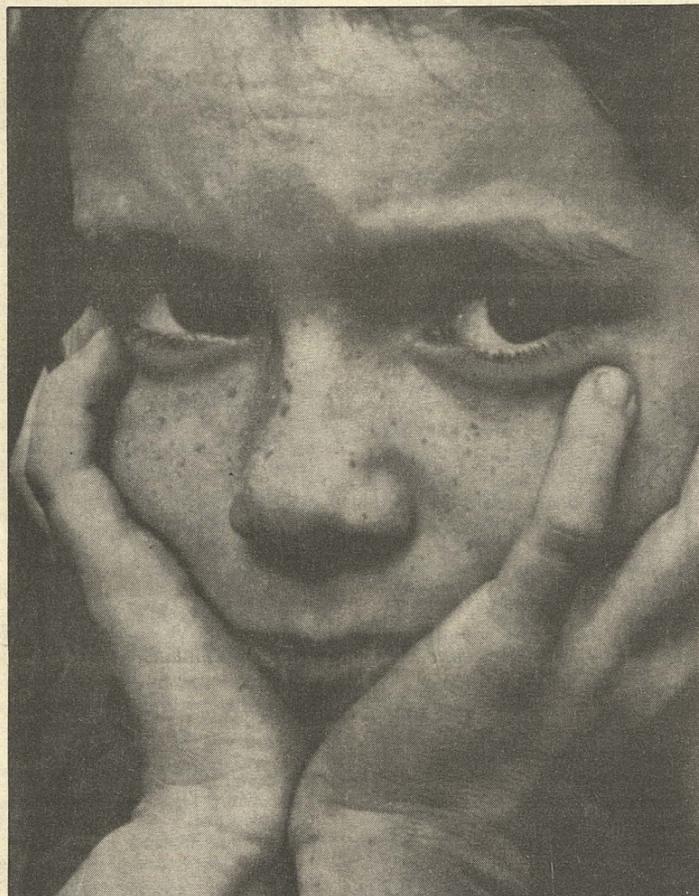
La défense « Badiou » — un nouveau concept, une première ! — acheva, en répondant par la dérision à une accusation dérisoire, de plonger les juges dans la perplexité. Elle permit aussi de renouveler l'image trop étroite du comportement militant. Essai sans suite ou nouveau style ?

Ce procès fut enfin l'occasion de rendre, de façon solennelle (mais sans le déchirer cette fois), un nouveau livret, celui de René Burget de l'Union pacifiste. Il semble bien que tant qu'il y aura des procès il y aura de tels renvois...

Si l'incitation à la destruction ou au renvoi de papiers militaires n'était pas aussi lourdement condamnée, je me risquerais à dire que ça vaut le coup de recommencer !

Michel LEBAILLY

Pour en savoir plus : le « dossier juridique » de la C.S.R. ainsi qu'une brochure sur ce procès sont disponibles auprès de la C.S.R., c/o C.L.O., B.P. 103, 75522 Paris cedex 11.



Emile Veran

LORSQU'À la fin de l'occupation nazie, les anars de la capitale décidèrent de faire reparaître *Le Libertaire* et de remonter le mouvement anarchiste, ils se réunirent à la Bourse du Travail, dans ce local du syndicat des fleuristes animé à cette époque par le compagnon Henri Bouyé. L'ami Raymond Asso (qui fut le premier parolier de Piaf) introduisit dans le petit cénacle le pacifiste Emile Veran. Au prix de bien des difficultés le premier numéro d'une longue série allait voir le jour. Il fallait rassembler les copains, collecter des sous, trouver du papier dans une période où tout manquait. Nous, qui disposons de bons outils pour notre propagande, ne saurons jamais les incroyables acrobaties que durent accomplir les compagnons fraîchement « libérés » à une époque où le P.C.F. tenait le haut du pavé, imposant sa loi à tous, dans la rue comme dans les usines.

Veran qui avant la guerre était déjà secrétaire d'un comité de soutien aux objecteurs et qui avait milité autour du *Semeur*, était-il censé représenter les individualistes dans cette équipe ? Je l'ignore, mais je sais bien qu'il était d'abord un altruiste soucieux avant tout d'aider les copains quels qu'ils soient.

Ses démarches, pour tirer les insoumis de 1939 des camps de zone sud, restent présentes dans la mémoire de ceux qui grâce à lui, à Henri Jeanson et à quelques

autres, échappèrent à la déportation dans les camps du « grand Reich ». Son métier de coiffeur l'avait amené à teindre les cheveux de ceux qui, recherchés par la police, tentaient de lui échapper, il n'en fallait pas tant à l'époque pour finir fusillé au sinistre mont Valérien.

Dans ses numéros des premières années de l'après-guerre, *Le Libertaire* compta beaucoup d'échos relatifs aux objecteurs emprisonnés, qu'inlassablement Milo secourait par la bourse et par la plume. Dans sa petite officine de Charonne, où le client faisait rarement la queue, Milo noircit des kilos de papier pour arracher tel ou tel prisonnier aux griffes des traîneurs de sabre. Il faudrait bien des pages pour relater les démarches souvent répétées, parfois réussies, de cet opiniâtre méridional.

Qu'il soit permis de saluer la mémoire du poète passionné des *Epis sous la Faulx* qui participa encore à plus de 80 ans à une émission pacifiste de notre Radio-Libertaire.

Que sa compagne, militante syndicaliste, durement frappée par ce deuil après plus de 50 années de vie commune, trouve ici l'expression de notre tristesse, mais aussi notre volonté de continuer dans la voie du combat anti-guerrier que Milo nous a si vaillamment tracée.

J.-F. STAS

INTERVIEW

M^e Ripert, avocat d'Action directe

Défendre les inculpés d'Action directe face à la justice française. Une tâche difficile, un engagement qui appelle certaines questions. Maître Ripert, l'un des avocats d'Action directe, a accepté de répondre à certaines d'entre elles.

Le comité de rédaction

— Le « Monde libertaire » : Pourquoi avoir accepté de défendre les inculpés d'Action directe ?

— Maître Ripert : C'est une question à laquelle je refuse souvent de répondre, parce qu'on me la pose généralement pour chercher à m'impliquer dans les faits reprochés aux inculpés. Cette fois, je répondrai que c'est eux qui m'ont choisi, et que je n'avais aucune raison de refuser. Je défends des prisonniers politiques, et tant qu'ils seront mes clients, je m'attacherai à ce qu'ils puissent vivre et s'exprimer politiquement.

— M.L. : S'expose-t-on personnellement à des ennuis en tant qu'avocat d'Action directe ?

— M^e R. : Oui. Je m'y attendais, et je ne me suis pas trompé : on cherche, par tous les moyens, à faire l'amalgame entre mes clients et moi. Mon téléphone personnel est sur écoute, mes déplacements surveillés, je viens d'avoir la preuve que les lettres que j'adresse à mes clients sont ouvertes, les visites que je leur rends sont ostensiblement surveillées, au mépris de tous les règlements. Mais il n'est pas besoin de défendre des prisonniers politiques en général, et Action directe en particulier, pour s'apercevoir du peu de respect de la justice envers ses propres règles.

— M.L. : Le procès s'est ouvert dans des conditions assez exceptionnelles : énorme mobilisation de

flics, public refoulé, inculpés traînés de force, frappés, bagarres dans le tribunal... A ton avis, ces « incidents » signifient-ils que l'Etat veut mettre en place un procès d'exception ?

— M^e R. : Non. Le procès d'Action directe n'est pas un procès d'exception. Là encore, il n'y a pas qu'à l'occasion du procès d'Action directe qu'une salle de tribunal soit bourrée de policiers en tenue ou en civil, qu'on essaie de refuser aux inculpés de droit à la parole... A mon avis, il ne s'agit ni d'un procès d'exception ni d'un procès pour l'exemple. Nous assistons à une machination judiciaire destinée à interdire un mode d'expression politique qui ne pratique pas la lutte armée, qui ne la soutient pas, mais qui accepte de la reconnaître comme une forme d'expression politique. La méthode employée est la criminalisation de tout acte d'expression ou de solidarité à l'égard des militants qui pratiquent la lutte armée.

— M.L. : C'est-à-dire que d'après toi, le procès d'Action directe n'est pas seulement le procès d'Action directe ?

— M^e R. : C'est cela. C'est aussi, c'est même essentiellement le procès de ceux qui acceptent l'existence de cette organisation ou de donner la parole à leurs militants, comme le journal l'Internationale.

— M.L. : Cette volonté d'interdire tout débat concernant la lutte armée te paraît-elle nouvelle ?

— M^e R. : Dans un sens, oui. Je considère que c'est un premier pas, et qu'on risque d'aller de plus en plus loin dans la criminalisation des militants politiques qui, sans pratiquer la lutte armée, la reconnaissent comme une forme d'expression politique.

— M.L. : Tu défends les inculpés d'Action directe. Je suppose que tu as conscience que la cause est à peu près désespérée, et qu'on n'imagine pas, a priori, les voir échapper à la peine maximale ?

— M^e R. : Je n'ai pas d'information à donner sur l'issue du procès. Mais j'ai dit que tant que je serai leur avocat, je défendrai leur droit à exister et à pouvoir s'exprimer politiquement. Aujourd'hui, c'est cela qui me préoccupe. Il faut briser l'isolement, l'entreprise de destruction qui a été conçue pour eux. C'est pour protester contre l'isolement qu'ils ont entrepris une grève de la faim qui entre dans une phase tragique.

— M.L. : Depuis combien de temps les militants d'Action directe sont-ils soumis à l'isolement ?

— M^e R. : Rouillan, Ménigon, Cipriani et Aubron sont à l'isolement complet depuis leur arrestation, c'est-à-dire depuis huit mois. Régis Scheicher, lui, y est soumis depuis janvier 1987.

— M.L. : Les militants d'Action directe sont à l'isolement depuis huit mois, et ils entament une grève de la faim, sur ce thème précis, un mois avant leur procès. Ce n'est tout de même pas une coïncidence.

— M^e R. : Je laisse à la presse bourgeoise le soin de procéder à ce type d'interprétation.

— M.L. : Dans les prisons françaises, la torture de l'isolement n'est pas « réservée » uniquement à Action directe, ni aux détenus poli-

évacuer les couloirs lorsqu'ils sortent, comme c'est le cas pour mes clients. Le supplice de l'isolement est poussé à l'extrême, et les méthodes de destruction commencent à porter leurs fruits : après un an d'isolement, Régis Schleicher a des



tiques en général. Un prisonnier de droit commun qui gêne trop l'administration pénitentiaire n'y coupe pas non plus.

— M^e R. : Oui, mais je ne connais pas d'autre exemple, en France, d'isolement aussi raffiné : à ma connaissance, il n'y a pas d'autres prisonniers pour lesquels on prenne le soin de vider toutes les autres cellules de l'étage, en dépit des énormes problèmes de surpopulation dans les prisons, ou de faire

difficultés à se concentrer et à s'exprimer. Dominique Porré est, elle aussi, visiblement fragilisée. Cette question de l'isolement, qui motive la grève de la faim de mes clients, est très importante, elle les motive la grève de la faim de mes clients, est très importante, elle les motive énormément, et leur détermination est totale.

Propos recueillis par
Pascale CHOISY

JUSTICE

Derrière le procès d'Action directe

P EUT-ON dénoncer la situation faite aujourd'hui aux militants (et à leurs sympathisants présumés, d'après l'acte d'accusation) incarcérés d'Action directe sans pour autant soutenir la lutte menée par Action directe ? Si, à première vue, la réponse semble facile — et cette réponse et bien sûr « oui » — comment se fait-il qu'elle se transforme en « non » dès qu'il s'agit de la mettre en pratique ?

Pile et face

C'est que cette question subordonne un ensemble de questions implicites dont les réponses, mises bout à bout, s'additionnent et expliquent ce décalage. Principalement, Action directe interpelle à la fois l'ensemble et chacune des composantes du mouvement révolutionnaire, réel ou supposé. Mouvement le plus souvent auto-proclamé à une époque où la langue de bois et le dogmatisme tenaient lieu d'attitude révolutionnaire ; l'isolement et la marginalité de brevets d'avant-garde ou de purisme. Sans refaire un historique de ces différents mouvements, Action directe est à l'extrême gauche et aux groupes révolutionnaires ce que sont les côtés pile et face à une pièce de monnaie : elles ont le même but, mais se tournent irrémédiablement le dos.

Et toutes deux débouchent sur une impasse. A l'impasse originelle dramatique et cruelle d'Action directe répond l'impasse tout aussi originelle mais plus confortable de ces ex-gauchistes recyclés patrons de presse ou de ceux, transfuges de toutes les

avant-gardes passées, qui finissent en arc-en-ciel triste autour de la candidature Juquin. Pour tous ceux-là, se démarquer d'Action directe, au point de garder à son propos un silence de tombe, est une impérieuse nécessité. Une nécessité politique, à laquelle se mêle peut-être un peu de mauvaise conscience.

Jusque et y compris dans les milieux anarchistes, la condamnation des méthodes avant-gardistes, alliées au rejet de l'image historique, complaisamment négative et destructrice, accolées à notre mouvement en guise de repoussoir, déterminent beaucoup de camarades à observer un « black-out » total sur un groupe dont, de surcroît, l'ambiguïté patronymique n'arrange rien. Seulement, cette soif de respectabilité, cette prudence ou cette « nécessité » politique qui vont jusqu'à ne pas risquer de se voir citer, fût-ce de loin, sur quoi que ce soit où apparaîtrait le nom d'Action directe, rejoignent merveilleusement les objectifs poursuivis par l'Etat. En de nombreuses circonstances nous avons fait le procès d'Action directe, nous avons condamné ce mouvement, et nous le condamnons aujourd'hui encore.

Les cadres et les limites de la contestation

Mais l'Etat instruit un autre procès : les militants d'Action directe, il les détruit physiquement mais également il fixe et restreint les cadres et les limites de la contestation qu'il juge acceptable. Alors, laisser faire serait une politique de renoncement et d'allégeance aux thèses et aux méthodes de crimi-

nalisation et de renforcement de la répression policière et judiciaire. Confrontés à la « théorie de la mouvance », ce serait soit se taire, et se taire toujours plus, soit plaider coupable.

« Je ne suis pas membre d'Action directe, je n'en suis pas non plus sympathisant... Des gens ici ont eu des liens affectifs entre eux. Que sont devenus ces liens au bout de trois ans de prison ? Des délits et des crimes » (Annelise Benoit, inculpée, au quatrième jour du procès). Certes, la théorie de la mouvance, qui considère comme complices les relations, puis les contacts des relations, puis les amis des amis des contacts... ne connaît sans doute pas ici (faute de monde) l'ampleur qu'elle a revêtu en Italie ou même en R.F.A., mais son objectif demeure de fixer les faits et les gestes dans un cadre institutionnel. Dire qu'on ne pleure pas la mort du général Audran est plus que suspect ; accueillir un soir un vague camarade de passage est déjà un aveu ; héberger un réfugié italien ou basque de préférence est assurément coupable. Dans le même temps, du côté du pouvoir, on coule le Rainbow-Warrior, on tue Oussekiné et Barbier, on acquitte les assassins de Kanaks, Luchaire vend des armes, on trafique les vrais faux-papiers et Pasqua déclare que la démocratie s'arrête là où commence la raison d'Etat. La société civile compte ses précaires et étale son luxe, tandis que la police continue de baver. Et la justice, toujours plus couchée, joue les premiers violons.

Non, le procès qui est fait aux vingt-deux inculpés — sept qui se

revendiquent d'Action directe et les autres qui ne s'en revendiquent pas — n'est pas un procès normal. Une chambre correctionnelle qui instruit indistinctement crimes et délits ; qui reconnaît, juste le temps du prétoire, une identité politique à des hommes et des femmes à qui cette identité est déniée dès qu'ils quittent l'audience. Un tel procès est une farce, et un exutoire offert à une société transie. Non, les conditions d'incarcération — l'isolement total qui détruit psychologiquement

des militants d'Action directe ne sont pas acceptables.

En 1977, contre l'extradition de Klaus Croissant, une campagne regroupant organisations politiques, humanitaires et juridiques avait permis de rééquilibrer, ne serait-ce qu'un bref instant, le rapport de force face à la répression. Qu'en est-il aujourd'hui ? Le silence et le repli sur soi sont une réponse. Sans doute la pire.

G. COSTE (Gr. Sabate)

Communiqué

Le procès du groupe Action directe s'est ouvert le lundi 10 janvier et a commencé par des violences scandaleuses envers des hommes et des femmes en grève de la faim pour protester contre l'isolement.

La Fédération anarchiste condamne ces faits, et ne peut qu'être scandalisée par de telles pratiques quels que soient les prisonniers qui en sont victimes.

Si la Fédération anarchiste pose le problème de cette violence, ce n'est pas par solidarité envers le groupe Action directe qui, par ses actes, a conforté le pouvoir dans sa volonté de développer ses méthodes de répression envers tous les citoyens pour mieux les contrôler.

La lutte menée par ces « praticiens de la gâchette » est une lutte qui ne s'appuie sur aucune réalité sociale pour une prétendue « avant-garde éclairée » guidant les « libres masses inconscientes ». Ceci est en contradiction même avec le terme d'action directe que s'était donné le mouvement ouvrier pour définir ses luttes, et qui avait pour synonyme « auto-organisation » et non avant-gardisme.

La Fédération anarchiste, par la condamnation des violences de ce procès, s'indigne de l'ensemble des violences que subissent tous les prisonniers, qu'elles soient physiques, morales ou psychologiques, comme celle infligée par les quartiers d'isolement qui remplacent les Q.H.S. Ce sont là de réelles méthodes de destruction de l'individu qui se développent au sein des prisons.

Fédération anarchiste

AFRIQUE NOIRE

Les sociétés face au pouvoir

L'INSTABILITÉ politique et économique quasi générale à l'Afrique est une évidence soulignée par tous les observateurs. On peut tenter de l'expliquer de deux façons ; soit répondre pour chaque problème que c'est uniquement la faute du colonisateur, soit plus finement rechercher les causes et les solutions révolutionnaires. Nous n'avons pas cette prétention, mais ce que nous voulons, c'est montrer quelques axes de discussion qui existent sur le sujet.

Problème de l'Etat-Nation

Les conflits ethniques, les déchirements internes et les conflits de frontières sont endémiques en Afrique noire. Certains spécialistes font remarquer que ce n'est pas le cas pour tous les pays. Mais il ne faut pas oublier le rôle des occidentaux et de l'U.R.S.S. dont l'intervention évite parfois le pire. C'est ainsi que la France a mis en demeure le Mali et le Burkina-Faso de cesser leur guerre territoriale. A l'inverse, l'Occident joue aussi les fauteurs de troubles. Lors de la guerre du Biafra, la France aida et équipa la sécession biafraise pour faire main basse sur le pétrole (1).

L'origine de ces conflits vient souvent des frontières héritées de la colonisation. C'est un lieu commun que de dire que ces tracés n'ont pas tenu compte des particularismes locaux. Or l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) défend le statu quo depuis les indépendances pour éviter un éclatement général. De plus les colonisateurs ont joué sur les divisions ethniques existantes, particulièrement les Anglais. La guerre civile en Ouganda qui nous paraît incompréhensible s'explique en partie parce que le colonisateur est arrivé au XIX^e siècle dans une zone de petits royaumes, en organisant son administration avec l'aide du plus puissant. A l'indépendance, les règlements de compte ont éclaté. Et l'arrivée au pouvoir de l'introuvable Amin Dada est due au fait, notamment, qu'il appartenait à une ethnie ultra-minoritaire, donc peu dangereuse pour les autres. De fait il fut impartial en les massacrant indifféremment !

Des membres de la revue Hérodote rappellent dans un récent numéro (2) que le colonisateur n'est pas le seul responsable de l'instabilité. La traite des esclaves par exemple, qui a été organisée par des peuples africains contre d'autres a laissé des contentieux internes assez graves. Même si l'économie esclavagiste répondait à une demande étrangère, cette activité a été interne à l'Afrique et largement supérieure à la demande. D'où des conséquences démographiques et politiques. Cette thèse, comme toutes celles novatrices est un peu exagérée, mais elle donne une des explications du contentieux entre populations africaines au sein de l'Etat. Certains pays comme le Nigeria ont voulu compenser leurs crises internes par un fédéralisme étatique, mais ce n'est souvent qu'un pis-aller. L'Etat-Nation africain n'existe pas.

Etat et économie

Du point de vue économique l'Afrique reste, à quelques exceptions près, très en retard sur le reste du tiers monde. Les famines subsistent et, loin de s'améliorer, la production agricole se dégrade malgré les aides internationales. Les spécialistes se plaignent du manque de suivi des gouvernements locaux. C'est que l'Etat y est d'une grande faiblesse. Non pas qu'un Etat fort comme en Occident ne soit pas producteur de désordre, mais en Afrique il n'a même pas les mécanismes de compensation qui donnent aux populations l'illusion qu'il est indispensable. L'Etat africain n'est pas crédible, même pas pour ses élites. Quoi qu'on pense du chercheur Max Weber, il faut lui reconnaître d'avoir dégagé le concept d'Etat « néopatrimonial », c'est-à-dire un type d'autorité spécifiquement africain, une privatisation étroite au service d'une famille, d'une ethnie, d'un groupe social se réservant le pouvoir au détriment d'autres groupes dominants qui sont ainsi frustrés. La caractéristique de l'Etat africain c'est qu'il dépend à la fois du tribalisme, du clientélisme, et de la lutte des classes (cette dernière n'est donc pas la seule cause d'explication).

Dans nos sociétés occidentales, la part de corruption, de privilège « injustifié » est relative-



vement limitée par rapport à l'arsenal juridique et culturel qui justifie les inégalités et le privilège « normal ». En Afrique, la privatisation du pouvoir entraîne des avantages obtenus selon la personne et non selon une règle générale. C'est pourquoi le pouvoir n'est pas abstrait dans ces pays, c'est seulement un tel qui a telle parcelle du pouvoir et qui le partage avec ses proches. A priori les enjeux ne paraissent pas si importants, le backchich n'empêche pas un système de fonctionner, mais ce serait oublier le rôle de l'Etat africain. Puisqu'il n'y a pas de bourgeoisie dominante, l'Etat s'y substitue souvent économiquement, organisant les catégories sociales autour de lui et participant aux échanges. Ainsi l'Etat n'est pas forcément une superstructure comme le pensent les marxistes, mais a son autonomie.

Crise du pouvoir

Par ses outrances, dans de nombreux cas, le pouvoir africain et notamment l'Etat ne peut guère provoquer de soumission volontaire. Il y a une grande instabilité (coups d'Etat à répétition) et la gestion publique laisse à désirer, les fonctionnaires peu ou pas payés rançonnent pour leur compte la population ou pillent les caisses. Alors les situations ultra-autoritaires prévalent. Le chef d'Etat despotique joue souvent le rôle essentiel en animant l'Etat et la vie du pays pour pallier aux carences. Ce dirigisme étroit entraîne une notion de civisme liée à la fidélité au Président.

Ce genre de régime n'est pas solide. Son soutien mercenaire s'effondre à la moindre crise, un assassinat au sommet renverse les données. Le placage d'idéologies occidentales n'arrive pas à redorer la façade. Même le modèle socialiste adopté par certains pays est fictif. Le discours n'a même pas l'hypocrisie des pays de l'Est. Il s'agit pour des intellectuels, des membres des classes moyennes frustrés lors de l'indépendance de s'ériger en nouveau groupe dominant, et l'image « progressiste » ne dure pas longtemps. Il a suffi que Sankara meurt au Burkina-Faso pour que la réalité de son régime éclate au grand jour. Il est dommage que les mêmes erreurs d'analyse se répètent dans les milieux tiers-mondistes depuis Sékou Touré (3).

Il y a évidemment des nuances dans ce tableau des Etats africains. Certains sont assez forts pour avoir un soutien minimum et une politique (Kenya, Côte-d'Ivoire), d'autres comme le Tchad, l'Ouganda ou le Zaïre ne tiennent que par un despote ou (et) des militaires sans un réel fonctionnement d'une infrastructure étatique. La dépendance néocoloniale y est la plus forte, c'est le soutien de pays comme la France qui assure la pérennité de l'Etat.

En fait cette instabilité africaine est la traduction d'une recherche hégémonique du pouvoir par divers groupes sociaux et l'impossibilité d'une légitimation de l'Autorité. Car,

comme le soulignait l'anarchiste Landauer, il n'y a pas que l'Etat répressif, mais aussi des comportements étatiques, de soumission et d'imitation qui produisent un consensus en faveur de l'Etat. Le pouvoir africain est à la recherche de ce consensus. Ce n'est pas nous qui allons souhaiter qu'il y parvienne !

Analyses et solutions

Devant cette crise du système, les observateurs ont parfois tendance à tomber dans certains travers. Par exemple en idéalisant les caractères ethniques et tribaux. Il y aurait eu une situation idyllique avant le colonisateur et qui subsisterait tant bien que mal contre le vilain appareil d'Etat. Il faut se garder de cette idéalisation des cultures pré-étatiques (4). Maurice Duval a montré que les sociétés sans Etat pouvaient être très autoritaires, totalitaires même (5) et les caractères ethniques imprègnent largement les pouvoirs africains dont nous venons de faire le procès. C'est ainsi que, pour certains ethnologues, le passage systématique dans les pays africains du multipartisme au régime de parti unique serait une perversion de la tendance tribale à se réconcilier après un conflit interne. Et il en est ainsi de nombreuses autres pratiques autoritaires qui ne sont pas incompatibles. Il serait absurde pour des révolutionnaires occidentaux d'opposer la notion très mouvante d'ethnie au principe étatique, tout comme de glorifier un âge d'or pré-colonial.

A l'inverse il y a la démarche tout aussi erronée de soutenir certains dirigeants « progressistes » sous prétexte qu'ils « donnent à manger à leur peuple », air connu depuis la Chine de Mao. Or il n'y a aucune preuve que les tentatives gouvernementales ou d'organismes internationaux assurent le bien-être des populations. Bien au contraire il n'y a pas de signes probants d'une amélioration économique à l'horizon. Les populations africaines affamées de l'an 2 000 vont-elles nous remercier, nous les révolutionnaires de leur avoir conseillé la patience, « faute de mieux » ? Il faut dépasser la mauvaise conscience pour avoir une analyse plus constructive, c'est-à-dire chercher les formes nouvelles, même limitées, de substitution du pouvoir économique et politique. Un universitaire américain, Richard Sandbrook, a pu en distinguer quelques-unes qui apparaissent dans des régions de l'Afrique : « L'auto-organisation locale est un des premiers moyens de survie dans un contexte de détérioration économique avec un Etat corrompu et incapable. Les communautés locales du Zaïre, du Tchad, du Ghana, de l'Ouganda et du Soudan ne peuvent pas espérer construire une vie meilleure avec l'aide des autorités centrales. Elles doivent, dans une très grande mesure, se débrouiller elles-mêmes (...). Le poids des économies villageoises se déplace des cultures de rentes vers les cultures d'autosubsistance. Les

paysans vendent leurs produits au moyen de leurs propres réseaux, se moquant des frontières politiques, des offices de commercialisation et des prix officiels. Les villageois remplacent par des produits locaux les produits achetés auparavant dans des boutiques. Et, dans la mesure où les outils sont pratiquement devenus introuvables, les gens leur substitueront des instruments locaux. On assiste à un retour à l'autoconstruction des maisons avec des matériaux locaux. Tout cela exige la renaissance de métiers qui étaient tombés en désuétude (...). Une extension territoriale de ces activités implique une expansion de l'économie parallèle.

(...) En définissant leurs propres besoins, en établissant et en appliquant leurs propres projets, les paysans s'éduquent eux-mêmes grâce à une dynamique organisationnelle et autogestionnaire. Avec le temps, cette capacité locale à l'organisation et cette mise en confiance peuvent développer une pression populaire pour le changement au niveau territorial, (...) une base autonome pour l'élaboration de structures politiques et économiques plus satisfaisantes ? » (6).

Cette thèse que Sandbrook appelle « la possibilité d'une position utopique dans la théorie du développement » est suivie par d'autres chercheurs même si tout le monde n'a pas la même conclusion optimiste. De cela on ne peut encore rien dire, mais cela fait avancer la discussion. L'émancipation et le développement de l'Afrique ne sont pas toujours contradictoires.

YVES (gr. Flores-Magon)

(1) Voir sur ce sujet S. Dumont : « Les mercenaires », éd. EPO.

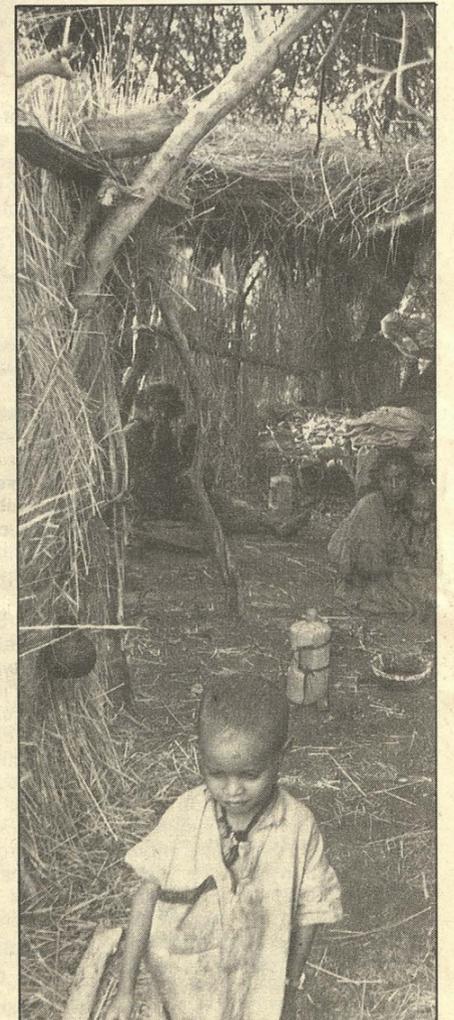
(2) Hérodote n° 46 : « Géopolitiques en Afrique ».

(3) Président de la Guinée, héros de l'Indépendance africaine et... tyran sanguinaire.

(4) Rappelons quand même que l'Afrique noire n'a pas attendu la colonisation pour faire l'expérience de l'Etat !

(5) M. Duval : « Un totalitarisme sans Etat », éd. L'Harmattan.

(6) R. Sandbrook : « Personnalisation du pouvoir et stagnation capitaliste », Politique africaine n° 26. Précisons que nous ne partageons pas toutes les analyses de Sandbrook, par exemple le rôle moteur de l'économie.



=====
souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.
 =====

PALESTINE

Autour de la « guerre des pierres »

LA « guerre des pierres » des jeunes Palestiniens de la bande de Gaza continue. Bilan (provisoire) : quarante morts du côté palestinien ; aucun parmi les soldats israéliens ; une opinion publique israélienne qui semble, dans sa grande majorité, favorable au « maintien de l'ordre dans les territoires occupés », un mouvement pacifiste judéo-arabe qui rame sans rencontrer beaucoup de soutien, une classe politique qui ne se soucie guère que de l'opinion internationale et des élections qui approchent... Pas vraiment enthousiasmant.

D'autant qu'une « nouveauté », lundi dernier, risque de donner un tour nouveau à la répression des jeunes manifestants : un groupe de colons du Gousch Emounim a tué un gamin de seize ans, qui lançait des pierres. Le « Parti de la Foi » s'est bien sûr empressé d'applaudir cette « réponse sioniste adéquate à l'agitation arabe... Ils ont agi pour assurer la sécurité des juifs en Eretz Israël », et demandent un renforcement de l'occupation coloniale dans les grandes villes des territoires occupés. Les deux assassins du Gousch Emounim ont été arrêtés. Leur procès sera à suivre avec attention. En attendant, reste à espérer que les fanatiques du Gousch Emounim ne vont pas prendre en mains eux-mêmes la chasse à l'homme.

Les délices de la démagogie

D'autant que ce type d'attitude risquerait de rencontrer un certain soutien parmi tous ceux qui, en Israël, affirment que le seul problème avec les Arabes, c'est de s'en débarasser. Que si la répression était plus intense encore, si les obus remplaçaient les canons à eau, si

l'on déportait massivement les « agitateurs », la question du maintien de l'ordre ne se poserait plus. En somme, le discours du pire, celui qui semble inévitable dans toutes les guerres coloniales. Or, ce discours gagne malheureusement du terrain parmi les classes les plus pauvres de la population et particulièrement les Sépharades, juifs d'Asie et du Maghreb, dont la situation politique et sociale est pourtant très proche des Palestiniens d'Israël. A dix mois des élections législatives, aucun parti, pas même celui des travaillistes, n'osera jouer la carte de l'humanisme contre celle de la démagogie. La cohabitation Perès-Shamir ne s'est jamais aussi bien portée, puisque sur le fond, le discours ne diffère pas : que l'un soit partisan des balles en plastique et l'autre des balles réelles, ne change pas grand chose. Tous deux s'accordent à conforter le maintien de l'ordre meurtrier, le terreur militaire à l'état pur, au moins jusqu'aux prochaines élections. Tous deux imposent, comme condition sine qua non, le retour au « calme », comme base à toute négociation. Dans les territoires occupés, ce calme ne peut être synonyme que de reddition ou d'écrasement.

Pourquoi tant de « calme » ?

Consensus de plomb, donc, autour de la guerre des pierres. Consensus écrasant, et aussi surprenant : pourquoi un rapport de force si déséquilibré, entre partisans du maintien de l'ordre et ceux de la négociation, du retrait des territoires occupés ? Comment expliquer tant d'indifférence, au sein même de la population israélienne, face aux images de guerre civile que diffusent, depuis maintenant près de

deux mois, la télévision et les journaux ? Ce mutisme a de quoi surprendre, lorsque l'on se souvient du million de manifestants (un quart de la population) devant la knesset après le massacre de Sabra et Chatila. Des centaines de désertions, des milliers de démissions dans l'armée, de la remise en cause profonde qu'avait entraîné, dans une

L'occupation de Gaza et de la Cisjordanie, elle, dure depuis vingt ans. Dans ce contexte, l'actuelle « guerre des pierres » n'est qu'un soulèvement de plus. Le rapport de force entre Israéliens et Palestiniens n'a pas changé — des pierres contre des fusils. Certes, il est de plus en plus difficile de soutenir que les fauteurs de troubles ne sont qu'une poignée

sante et les morts qui s'accumulent.

Les partisans de la paix... De quelle paix ? Les partisans de la négociation... De quelle négociation ? On trouve des partisans du retour aux frontières de 1967 jusque dans les rangs du Likoud. Les militants de « Paix maintenant » demandent le retrait immédiat des troupes israéliennes. Les travaillistes se proposent sans doute d'aborder la question à moyen terme (après les élections). Et la droite elle-même admet que l'on ne pourra plus guère différer la réponse à la question des territoires occupés lorsque, à l'approche de l'an 2000, les Arabes seront plus nombreux que les juifs en Israël. Et un Etat Palestinien sous haute surveillance, avec à sa tête une bourgeoisie palestinienne « respectable », leur paraît être une réponse satisfaisante, à condition de préserver les intérêts stratégiques et militaires israéliens. En somme, il paraît plausible que la question des territoires occupés soit un jour « réglée », qu'il y règne un jour une forme de « paix ». De paix bourgeoise, qui ne remettra en cause ni l'Etat d'Israël ni la question de classes, aujourd'hui totalement occultée. Or, aujourd'hui, il est de toute première urgence de lutter contre la terreur militaire des Israéliens dans les territoires occupés ; il est évident que dans la guerre qui oppose des militaires et des religieux colonialistes à un peuple dont la seule arme est la colère, nous prenons partie pour ce peuple en colère.

Si la paix signifie le retrait israélien des territoires occupés, nous demandons, nous aussi, la paix maintenant. Tout en nous engageant à contester cette paix, tant que la question essentielle, celle des classes et du pouvoir, ne sera pas résolue.

Pascal CHOISY



grande partie de la population, l'annexion du Liban Sud. L'intérêt politique que trouvent les travaillistes et le Likoud au maintien de la terreur ne suffit pas à expliquer cette apathie ?

Et la révolution, bordel ?

Les événements du Liban de Sabra et Chatila ont été « ponctuels » entraînant un véritable traumatisme.

d'agitateurs violents, manipulés par l'O.L.P. ou la Syrie. Mais cela n'a jamais été vrai, et la plupart des Israéliens le savent. La véritable question est la présence de colons et de militaires israéliens à Gaza et en Cisjordanie. Mais cela fait vingt ans que la question est posée, et qu'on y répond par des mensonges et par des fusils. Dans ces conditions, on comprend mieux que les partisans de la paix ne rencontrent pas plus de soutien, malgré la violence crois-

Sondage du « Monde Libertaire »

Amis lecteurs

Dans le Monde libertaire n° 687, nous vous invitons à répondre à ce questionnaire.

Le nombre important de réponses qui nous parvient depuis prouve que ce sondage était nécessaire. Quant aux suggestions, à la rédaction, plus elles seront nombreuses, plus le contenu du Monde libertaire pourra répondre à vos attentes.

Des photocopies de ce sondage sont disponibles à la librairie du Monde libertaire. N'hésitez pas à nous en demander si vous ne souhaitez pas découper cette page.

Cordialement Les administrateurs

1. Comment avez-vous découvert le Monde libertaire ?

- Par votre association ou votre syndicat
Par des amis
En librairie, dans les kiosques, ou dans les bibliothèques
Lors de ventes à la criée, de tables de presse, de meetings
Par la publicité (tracts, affiches, radios)

2. Êtes-vous :

- Lecteur abonné
Lecteur occasionnel
Lecteur régulier

3. Militez-vous :

- Dans un syndicat
Dans une association antiraciste
Dans une association antimilitariste
Dans une association écologiste
Dans une organisation politique
Autres :

4. Comment lisez-vous le Monde libertaire ?

- De A à Z
En diagonale
Certaines rubriques ou signatures, si oui, lesquelles ?

5. La nouvelle présentation du Monde libertaire vous satisfait-elle :

- Maquette de la une
Maquette des pages intérieures
Titres des articles

6. Les articles du Monde libertaire sont-ils :

- Assez informatifs
Trop longs
Assez variés
Trop « militants »
Autres :

7. Le Monde libertaire est-il pour vous un outil de travail militant ?

- Oui
Non

8. Souhaitez-vous trouver dans le Monde libertaire :

- Des articles de contre-information
Des articles d'analyse
Des articles sur l'actualité du mouvement libertaire
Des billets d'humeur
Des articles historiques
Des rubriques culturelles

Des dessins plus moins

Autres :

9. Apprécieriez-vous :

- Une rubrique courrier des lecteurs
Des petites annonces
Des dossiers thématiques (étranger, économie, etc.)

10. Seriez-vous prêt à écrire des articles pour le Monde libertaire ?

- Oui
Non
Si oui, prière d'indiquer vos coordonnées et les sujets abordés

11. Avez-vous des suggestions à faire à la rédaction ?

- Oui
Non
Si oui, lesquelles ?

Merci de nous renvoyer ce questionnaire avant le 28 février 1988 : à la librairie du Monde libertaire, « Sondage M.L. », 145, rue Amelot, 75011 Paris.

MOUVEMENT OUVRIER

Les Universités populaires (1899-1914)

L'émission « Chronique syndicale » de Radio-Libertaire a reçu, le samedi 24 octobre 1987, Lucien Mercier pour son livre *Les Universités populaires (1899-1914). Education populaire et mouvement ouvrier au début du siècle*. A l'heure où la formation devient un enjeu syndical majeur, Lucien Mercier, universitaire, nous propose un regard historique sur cette première tentative d'envergure d'éducation pour adultes. Nous en publions ici de larges extraits.

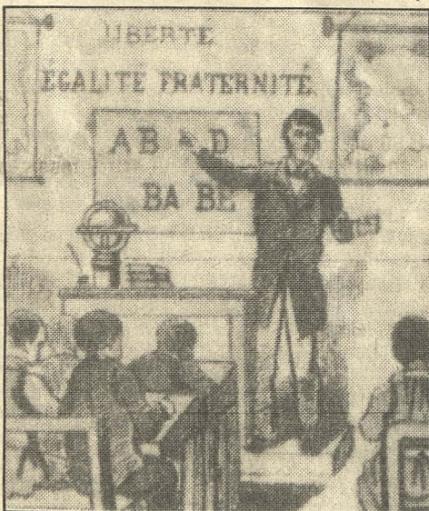
Comité de rédaction

— « Chronique syndicale » : *L'Université populaire se situe à une période où le problème de l'éducation, tant pour les enfants, que pour les adultes, se pose. Elle connut plus de 50.000 adhérents. Est-ce que tu peux,*



Lucien, nous brosser rapidement un tableau de l'époque ?

— Lucien Mercier : Oui... tout d'abord, pour clarifier les idées, une définition... Je crois que c'est important de savoir de quoi on parle. L'Université populaire est une association (loi 1901) d'hommes et de femmes d'origines sociales très diverses. On y trouvera des intellectuels, des employés, des ouvriers... Elle est implantée dans les quartiers, les villes et les grandes villes. De 1899 à 1914, c'est un grand moment de l'éducation. Tous les groupes de pensée s'y intéressent. L'éducation apparaît comme le moyen de favoriser l'émancipation des individus, pour les uns, l'intégration, pour les autres. On aura l'occasion d'y revenir. Le contexte, c'est aussi l'affaire Dreyfus qui va voir se jeter dans la mêlée sociale de nouvelles couches d'intervenants telles que les intellectuels. Si l'on veut vraiment cerner ce qu'est



l'Université populaire (U.P.) : c'est la rencontre à un moment donné des intellectuels et des militants ouvriers.

— C.S. : Comment s'est faite cette rencontre ?

— L.M. : Cette rencontre s'est faite à cause de l'affaire Dreyfus, c'est l'accélérateur...

— C.S. : Cette rencontre a lieu aussi dans d'autres pays. En Angleterre, il existe déjà à l'époque des mouvements du même type, quoique assez différents.

— L.M. : Effectivement, on pourrait resituer l'expérience des U.P. dans un contexte qui sortirait de l'Hexagone. L'Angleterre, les Pays nordiques, l'Espagne connaissent ce genre d'association sous une autre forme. En Angleterre, on parle d'extension universitaire et l'esprit n'est pas le même. L'Université populaire française c'est comme une volonté de symbiose... non seulement de rencontre formelle, mais de rencontre réelle entre les intellectuels et les ouvriers. Alors qu'en Grande-Bretagne les professeurs d'université viennent faire leur cours et s'en vont. Il y a une différence importante. Mais pour revenir à ta question, il y a un contexte général : on est à la fin du XIX^e siècle ; il y a une grande croyance dans l'éducation, un esprit socialiste qui fait que pour tout un chacun la culture est importante. « Les vieux fantasmes que l'affaire

Dreyfus avait exacerbé, la misère intellectuelle qu'on découvrit, firent sentir fortement à quelques uns quelle œuvre urgente d'éducation, de discipline mentale, il y avait à entreprendre ».

— C.S. : Quels sont les fondateurs des Universités populaires ?

— L.M. : Deux hommes : un ouvrier, Georges Deherme ; un intellectuel, Gabriel Seailles. Georges Deherme était ouvrier qualifié (ébéniste) et Gabriel Seailles professeur à la Sorbonne. Leur rencontre se fit dans le cadre d'une petite association, en 1892, l'« Union pour l'action morale », fondée par Paul Desjardin, qui se proposait de faire avant la lettre des Universités populaires... Puisque ces intellectuels prennent conscience de la misère ouvrière, prennent conscience de la situation dans les quartiers populaires, ils veulent donc porter la bonne parole dans ces quartiers toujours au travers de l'éducation. Mais ils veulent surtout l'intégration de ceux-ci, constituer une « élite ouvrière » ou encore « la fusion des classes ».

— C.S. : Peut-on dire, alors, que dès le début il y a confrontation entre éducation-émancipation et éducation-intégration ?

— L.M. : Dès le début, non. Il faut distinguer deux périodes. Une première qui va de 1896, où G. Deherme fait paraître sa revue *La Coopération des Idées* (titre révélateur de l'esprit qui animait Deherme), à 1899. Le 9 octobre, plus exactement, jour de l'inauguration de la 1^{ère} Université populaire (celle du faubourg Saint-Antoine à Paris) où pendant ces quatre années Deherme et Seailles vont recevoir le soutien de tous les libéraux et penseurs sociaux qui sont partisans de cette « fusion des classes ». Et là, ceux qui sont plus soucieux d'émancipation ouvrière, les socialistes, les militants ouvriers sont restés à l'écart d'un mouvement qu'ils sentent relativement mal. Par contre, l'inauguration du faubourg Saint-Antoine va donner ses lettres de noblesse à l'U.P. (il est important de dire que toute la presse nationale et régionale a largement évoqué cette inauguration. A ce moment-là, les initiatives vont se diversifier et dans cette deuxième période, des militants ouvriers apparaîtront et tireront un petit peu l'U.P. vers l'esprit d'émancipation. Et c'est à partir de ce moment-là que l'on aura la cohabitation des deux tendances : fusion des classes et émancipation du monde ouvrier...

— C.S. : Quelle a été l'implantation du mouvement ?

— L.M. : Pour le situer : entre 1899 et 1914, 230 Universités populaires ont été répertoriées sur l'ensemble du pays, surtout à Paris et en région parisienne (un tiers des U.P.) ; 50 000 adhérents en 1901 — la C.G.T., à la même période, ne comptait guère plus de 100 000 adhérents. Les U.P. s'implantent dans les hauts lieux ouvriers, excepté dans l'ouest où le développement des U.P. vient contrer un milieu rural et conservateur. L'U.P. est alors une « avancée républicaine », l'implantation est plus idéologique.

— C.S. : Qui fréquente l'Université populaire ?

— L.M. : Les U.P. sont d'importances variables : 1 000 adhérents à Paris pour l'Union populaire du XIV^e et l'Emancipation du XV^e ; à l'inverse, en province, 50 à 60 adhérents dans certaines U.P. Il y vient des intellectuels, essentiellement des membres de l'enseignement pour Paris, des médecins, des avocats, des ouvriers qualifiés déjà sensibilisés, des petits employés... Voilà pour une sociologie très gossière des U.P. Il faudrait affiner tout cela. Les adhérents sont en majorité des hommes.

— C.S. : Quels sont les programmes, les contenus de la formation ?

— L.M. : Ce qui préside au programme c'est l'éclectisme... C'était très diversifié, par exemple : à l'Université Voltaire, à Paris dans le II^e arrondissement, cela allait de la musique française au XIX^e siècle à un débat sur Descartes, en passant par la littérature... Pour résumer, ce qui caractérisait les conférences procédait moins d'un plan d'ensemble, d'une réflexion générale sur ce qui serait souhaitable de dire à un milieu populaire, que des disponibilités des conférenciers. Untel voulait parler d'un sujet, il était programmé pour telle soirée sans souci de cohérence, d'une demande spécifique des auditeurs.

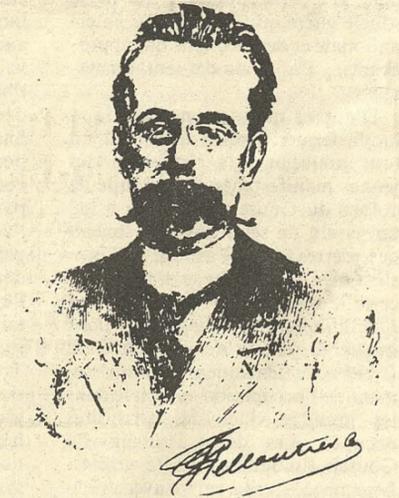
— C.S. : Quels ont été les rapports des U.P. avec les Bourses du Travail ?

— L.M. : Ils étaient très ténus. Un des objectifs de mon travail sur les U.P. a été de contredire l'idée qu'à l'origine l'Université populaire c'était une création des intellectuels. Or ce que j'ai constaté, à travers l'étude des archives, c'est que les deux tiers des U.P. ont été créées à l'initiative des militants ouvriers. Les Bourses du Travail ont joué un rôle important dans la création des U.P. Il faut rappeler qu'elles sont toutes jeunes. La Fédération des Bourses du Travail date de 1892. Elles sont en plein essor et tentent de mettre en place des écoles, des écoles primaires syndicales pour contrer le système scolaire mis en place par

l'U.P. est une annexe de la Bourse du Travail susceptible de parfaire cette exigence d'éducation que souhaitent les syndicalistes...

— C.S. : Pourquoi le déclin des U.P. ? Est-ce dû aux contradictions idéologiques ? A l'impossibilité de fédérer les U.P. ? A la guerre proche ?

— L.M. : En 1914, il n'existait plus que 20 U.P. Le mouvement a disparu. Même si 1914 est un butoir, le déclin remonte à l'origine du mouvement ! Un exemple : trois mois après



Fernand Pelloutier.

l'inauguration de l'U.P. du faubourg Saint-Antoine, on parle déjà de crise. Et pourquoi parle-t-on de crise ? Et bien c'est tout simplement parce que Deherme avait situé l'éducation sur le terrain de la collaboration de classes. Investie par la tendance émancipatrice, les libéraux s'indignent qu'on les ait trompés sur la marchandise. Ce que Deherme leur avait proposé c'était une version libérale de l'éducation, version tout à fait apolitique, l'arrivée des conférenciers socialistes transgressait le projet initial et c'est à ce propos que l'on a parlé de crise...

Une autre raison du déclin, c'est la distorsion entre l'offre et la demande de ces adhérents, la distorsion dans les conférences. Ce qui intéressait les auditeurs, c'était d'aborder les questions sociales, les problèmes de la vie quotidienne, et ce qu'on leur a proposé c'est des grandes réflexions sur l'art du XIX^e siècle. Une culture générale qui n'était pas, dans un premier temps, la préoccupation initiale des adhérents. C'est aussi le problème de la disponibilité des adhérents (la lourdeur de la journée



l'Etat républicain. Beaucoup d'U.P. sont abritées par les Bourses du Travail. Ce n'est pas rien pour les Universités populaires sans gros moyens financiers, matériels. Il faut noter aussi que ces U.P. créées par les Bourses du Travail ont des orientations qui collent très précisément à ce que souhaitent les Bourses du Travail. Il ne faut pas imaginer le mouvement des Bourses du Travail comme une réalité homogène : à Bourges ou à Agen les préoccupations ne sont pas les mêmes. A Bourges la moitié du conseil d'administration de la Bourse du Travail est sur la liste républicaine socialiste aux élections de 1904. A Agen la Bourse du Travail est d'une sensibilité plus libertaire, et évidemment l'orientation qui est donnée à l'U.P. est tout à fait différente. Là,

de travail). C'est également l'évolution du contexte général : en 1900 on croit à l'éducation, en 1910, en 1914 on y croit beaucoup moins. Le contexte intellectuel a changé. Les intellectuels engagés dans l'affaire Dreyfus sont retournés dans leurs universités.

Pour pallier à ce déclin de la culture généraliste les U.P. se sont lancés dans les cours professionnels (comptabilité, langues, sténo, etc.) et les activités récréatives. L'émergence du sport ouvrier, le théâtre... Mais cela n'a pas empêché la quasi-disparition des Universités populaires à la veille de la Première Guerre mondiale.

Propos recueillis par « Chronique syndicale » (Radio-Libertaire, 89.4 MHz Paris)

CINÉMA

« Au quatre coins du Canard »

Si vous vous promenez dans le quartier Latin, à la fin du mois, vous risquez de rencontrer dans la rue Champollion un drôle de volatile. A soixante-douze ans, bonnes plumes bon œil, il s'affiche au cinéma Utopia (1). Toujours caustique, insolent, irrévérencieux, il est (selon l'expression de son directeur) « le fou du roi (fut-il social-roi) et le garde-fou de la République. » Il s'agit, bien entendu, du *Canard enchaîné*, ce

journal qui « ne publie que de fausses nouvelles mais, comme tout le monde, il peut se tromper et alors il arrive qu'elles soient vraies. »

Souvenez-vous de quelques titres ou manchettes féroces : « *Maintenant la grande presse est autorisée à dire la vérité... mais, bien entendu, elle ne profitera pas de cette permission* » (1919), « *Stavisky se suicide d'un coup de revolver qui lui a été tiré à bout portant* » (1934), « *Ah ! que la République était belle sous*

l'Occupation » (1945). Ou encore : « *Fin du malaise de l'armée : elle a retrouvé la Santé* » (1961, après le putsch d'Alger et l'arrestation des généraux), « *Le gouvernement a perdu le contrôle de ses Facultés* » (1968), « *Giscard, vedette du petit écran* » (1979, Giscard s'expliquant sur les diamants à la télévision).

Grâce à Bernard Baissat (2), on découvre ou redécouvre l'histoire du plus célèbre des journaux satiriques : sa naissance difficile (il est venu avant terme), sa vie et ses combats contre dame Anastasie, ses grandes plumes et ses coups de bec. Le film dure 1 h 30, il s'agit d'une réduction de la version intégrale projetée en avant-première au T.L.P., le 14 octobre 1987 (3). Amputée de sa moitié, le canard n'est pas pour cela veuf et triste : le film respire la bonne santé et traduit en images l'esprit, la bonne humeur de ses multiples rédacteurs.

Allez le voir, ne manquez surtout pas Bokassa, le « bon cannibale », se plaindre de son « cousin » Giscard ; J.-F. Kahn, qui reproche au journal d'être toujours contre tout (alors que lui est si souvent tout contre) ; le général Bigeard, en

grande forme (et con-forme à lui-même) ; Michel Polac, plus raisin que figue, craindre que le *Canard enchaîné* vieillisse avec ses lecteurs (aujourd'hui, l'un a toujours autant de fougue tandis que l'autre s'acquinne avec le « sidaïque » Pauwels).

Beaucoup de sincérité également dans ce film : de 1981 à 1986, le journal a traversé une mare difficile et certains ont pu lui reprocher son manque de mordant — un comble pour un palmipède normalement constitué ! — envers le gouvernement socialiste. Roger Fressoz avoue quelques scandales dénoncés, trop peu car le pouvoir rose n'a pas eu le temps de s'installer confortablement, et le malaise des lecteurs s'indignant qu'on puisse attaquer un gouvernement de gauche... Un échec pour ce volatile dont l'objectif est de « dénoncer, en toute indépendance et liberté, les excès du pouvoir, les exactions, les sottises, les abus de tous ordres » d'où qu'ils viennent.

Et c'est peut-être ce qui nous sépare, puisque nous dénonçons le Pouvoir et pas seulement ses excès. Ce qui sépare de proches parents, bien sûr ! Alors précipitez-vous au

cinéma Utopia-Champollion (4) et longue vie à cette « institution ». La seule de cette société à préserver !

PRIMO

(1) A partir du 27 janvier, tous les soirs à 20 h, au cinéma Utopia-Champollion, 9, rue Champollion, 75005 Paris (tél. : 43.26.84.65). Prix des places : 28 F et 22 F avec la carte d'auditeur Radio-Libertaire. Exposition dans le hall de photos, de premières pages historiques, de dessins et, actualité oblige, des titres et des dessins de la semaine.

(2) Réalisateur du film, bien connu de nos lecteurs qui ont pu apprécier plusieurs productions de cet artisan indépendant. Saluons également la Bibliothèque publique d'information du centre Georges-Pompidou, co-productrice du film, qui lui a apporté son aide tout en lui laissant une liberté totale. C'est assez rare pour être noté !

(3) Cf. Monde libertaire n° 676. La librairie du Monde libertaire avait organisé cette projection et un débat, avec entre autres Bernard Baissat, Bernard Thomas, J.-F. Julliard, Cardon, auxquels plus de 450 personnes étaient présentes.

(4) Le film restera à l'affiche aussi longtemps que des spectateurs viendront le voir. La salle prend des risques et des projets sont en réserve, alors n'attendez pas et faites fonctionner le « bouche à oreille ».

Concert et bal folks en soutien à Radio-Libertaire

Concert et bal folk en soutien à Radio-Libertaire :

- samedi 30 janvier, de 19 h à 23 h, concert à la Mission bretonne, 22, rue de Delambre, Paris 14^e (Café Charbons, Maluserne, Ghislain Gouwy, Gabriel Yacoub, Serge Kerguiduff) ;
- dimanche 31 janvier, de 15 h à 20 h, bal folk à la même adresse (Café Charbons, Double Messieurs, Taraf, Le Cam-Laplaud, Maluserne, Ti Jaz...).

POLAR

Du vieux avec du neuf

Il faut bien reconnaître que le roman noir s'assouplit quelque peu ces derniers temps. Du moins celui qui se livre à une critique sociale, car pour les romans de police il y a toujours surproduction. Alors, il faut se tourner vers les rééditions non sans faire le tri, là aussi.

Tandis que les critiques s'enthousiasment pour le très raciste Fu Manchu (quelle époque !), on redécouvrira plutôt le livre d'Horace Mac Coy qui s'intitule *Adieu la vie,*

adieu, l'Amour (Folio noir). Mac Coy (à ne pas confondre avec son homonyme Hélen Mac Coy) a écrit peu de livres, mais presque tous sont des réussites comme le célèbre *On achève bien les cheveux* ou le remarquable *Un linceuil n'a pas de poches*. Quant à *Adieu la vie, adieu, l'Amour*, il peut paraître plus banal puisqu'il se situe dans le milieu du gangstérisme. Mais c'est une étonnante réflexion sur le pouvoir à travers le parcours d'un étu-

diant dévoyé qui organise un gang pour parvenir à la puissance. Il refuse pourtant celle, légale, que lui offre un industriel briseur de grèves, quand il épouse sa fille. C'est que cette quête du pouvoir cache en fait un désir d'auto-destruction pour des motifs freudiens. Au terme du livre on croit avoir lu une histoire de gendarme et de voleurs, et l'on découvre une analyse psychologique et sociale. C'est peut-être cela le roman noir ? Inutile de préciser que Mac Coy a eu des problèmes politiques dans son pays, tout comme ses collègues Dashiell Hammett et Jim Thompson.

Dans la même collection, on ressort *Deuil dans le coton* de Jim Thompson. Ce n'est pas non plus son meilleur livre, mais il reste une bonne étude des rapports entre « p'tits blancs » et Indiens riches pour cause de pétrole. Une scène de procès est aussi prétexte à un portrait savoureux d'un avocat américain type, c'est-à-dire totalement amoral.

Enfin, ceux qui regrettent que Jean Vautrin ait sombré dans les délires verbaux à la Quenau apprendront avec plaisir la ressortie d'un de ses premiers polars, *Typhon Gazoline* (N.E.O.). La découverte de pétrole en Auvergne fait exploser les passions chez des paysans avides et atteints par un virus français plus endémique que le S.I.D.A., le ragot. Un récit truculent même s'il n'est trop crédible.

Yves. B.



ÉMISSION

Leçon de philosophie

L'ÉMISSION de Radio-Libertaire : « L'invité du vendredi », le 29 janvier, est consacrée à la Philosophie et à la question, urgente s'il en est : « A quoi sert la philosophie ? », dans un monde de déception, d'égarement et de prétentions souvent indues à la vérité. Yves Peyraud et Christian Ruby reçoivent de 19 à 21 heures André Comte-Sponville, philosophe, qui publie, ces jours-ci, le tome II de son *Traité du désespoir et de la béatitude* (1).

On se souvient que le tome I : *Le Mythe d'Icare* (1984) s'attachait à penser le réel sans mystification, à décapier le monde d'illusions et de religiosité dans lequel nous sommes enfermés. Le travail philosophique consistait alors à entreprendre un mouvement de libération propre à remettre en cause nos espoirs et nos craintes. Car, espoirs et craintes représentent l'inverse d'une même option : croire en un idéal qui existerait quelque part, en soi, et qu'il faudrait rejoindre, ou matérialiser. La figure d'Icare, figure de l'ascension et de la chute, expliquait comment revenir au degré zéro de l'espérance et chasser, grâce au matérialisme, les illusions du Moi, de la politique et de l'art.

Avec le tome II : *Vivre, la béatitude matérialiste et anti-religieuse* se profile à l'horizon de la réflexion. Au travers des questions du Bien et du Mal (de la morale), et des questions du sens de la vie, il s'agit d'aller jusqu'au terme de l'effondrement de nos rêves. Un désespoir tonique et radical doit nous permettre d'accéder à une sagesse pour notre temps. Entendons par là une philosophie qui se refuse à nier la réalité, y compris celle de nos illusions, et qui nous engage dans un art de vivre nouveau. Ni Bien ni Mal absolus, ni sens préexistant, nous devons apprendre l'amour joyeux de la vérité.

Que demander à la philosophie en période de crise : nous apprendre à vivre ! La vie n'est certes pas absurde, mais elle est difficile.

Cette philosophie prend à cœur l'étude de nos difficultés concrètes : celles de nos choix éthiques, de nos attitudes religieuses (y compris en politique et en morale), de nos compromis avec le renoncement. Ce n'est pas une philosophie qui console que celle d'André Comte-Sponville ; mais qui apprend à rester lucide et à continuer d'agir, autrement. Elle oriente vers un bonheur cultivé dans le présent, en ces temps de crise, et qui fera l'objet de notre discussion au cours de l'émission.

Yves Peyraud
Christian Ruby

(1) André Comte-Sponville, *Vivre, Traité du désespoir et de la béatitude, tome II*, éd. P.U.F., 1988. Cet ouvrage est disponible à la librairie Publico. Signalons que l'auteur a déjà eu l'occasion de participer à une émission de « L'invité du vendredi », le 14 mars 1986, sur le thème : « Le matérialisme aujourd'hui ».

Programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Judi 21 janvier

- « 89.4 le matin » (10 h à 12 h) : actualité, faits divers et invités.
- « Mon nom est personne » (12 h à 14 h) : cinéma et théâtre.
- « Si vis pacem » (18 h à 19 h 30) : l'antimilitarisme avec l'Union pacifiste de France.
- « Les courants d'arts s'envolent... » (20 h 30 à 22 h 30) : discussion à bâtons rompus avec Kopal (peintre).
- « Epsilon » (22 h 30 à 1 h) : rock et dossiers.

Vendredi 22 janvier

- « Music Hall » (10 h à 12 h) : magazine des spectacles, animé par l'équipe du T.L.P.-Déjazet.
- « H. comme hasard » (12 h 30 à 14 h) : « Sade Sainte-Thérèse », avec Pierre Bourgeade.
- « Enlvez-vous » (15 h 30 à 17 h) : Sylvain Jouty pour « La région massétérine ».
- « Radio-Espéranto » (18 h à 19 h) : la langue internationale.
- « L'invité du vendredi » (19 h à 21 h) : le groupe Sacco-Vanzetti présente la revue « Itinéraire » consacrée au destin tragique de ces deux hommes.

Samedi 23 janvier

- « Le père peïnard » (10 h 30 à 11 h 30) : un mauvais moment à passer pour l'engeance autoritaire.
- « Chronique syndicale-Forum » (11 h 30 à 13 h 30) : les Editions ouvrières, autour de l'ouvrage de René Mouriaux « Syndicalisme et politique » ; S.N.C.F., budget de crise.

Dimanche 24 janvier

- « La matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : propos pieux avec la Libre Pensée.
- « Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : présentation des artistes qui soutiendront Radio-Libertaire le week-end du 30 et 31 janvier dans un bal et un concert folk.
- « Des souris et des femmes » (16 h 30 à 18 h 30) : les reines... claudes.
- « Rouge profond » (20 h 30 à 22 h 30) : fantastique.
- « Mag, Mag, Mag » (22 h 30 à 1 h) : rock et musiques progressives.

Lundi 25 janvier

- « Chronique du lundi » (12 h à 14 h) : magazine de l'actualité et dossiers chauds.
- « Ça urge au bout de la scène » (20 h 30 à 22 h) : magazine sur la chanson française.
- « Humeur criminelle » (22 h à 24 h) : roman noir et polar.

Mardi 26 janvier

- « Bibliomanie » (12 h à 14 h) : littérature.
- « La clé de 13 » (19 h 30 à 20 h 30) : parole aux associations.
- « Radio-Libertaria » (20 h 30 à 22 h 30) : analyse libertaire de l'actualité proposée par des militants de la C.N.T.-A.I.T.
- « Blues en liberté » (22 h 30 à 1 h) : Soul music et du blues selon l'inspiration et l'arrivage.

Mercredi 27 janvier

- « Femmes libres-L'homme et la terre » (20 h à 22 h) : Nicole Chevillard et Sébastien Leconte, deux auteurs de l'ouvrage « Travail des femmes, pouvoir des hommes, aux origines de l'oppression des femmes », approche anthropologique, sociologique et économique de la question.

ÉLECTIONS

Ils vont voter... et puis après ?

LES élections approchent. Les gros bras de la politique retroussent leurs manches et se succèdent sur les ondes ! Pour entendre des conneries, nous sommes gâtés ! On va voir ce qu'on va voir. Bien sûr, la situation n'est pas réjouissante... c'est de la faute aux autres. Si, eux, on les avait écoutés... Mais il suffit de bien voter ! Bien sûr, il faudra prendre des mesures désagréables... mais c'est sous-entendu, naturellement ! Et puis la construction de l'Europe économique justifiera les « ajustements ».

En vérité ce discours, nous le connaissons. Il sert depuis plus de cent ans. C'est monsieur Thiers qui l'inaugura au lendemain de la Commune et, depuis, tous les grands personnages dont les noms ornent les principales avenues de nos villes y ont eu recours. Personne ne s'y trompe, ni ceux qui risquent de quitter la place ni ceux qui prétendent leur succéder ! L'année sera dure !

Des réalités déplaisantes

Il existe un problème économique dont on vous a déjà parlé au début de l'année. Mais l'économie n'est pas innocente, elle est faite par des hommes. Lorsque ceux-ci sont divisés en classes et qu'il existe une classe dirigeante, celle-ci entend se perpétuer quelles que soient les circonstances. Les circonstances veulent que, pour conserver intact le capital, il est nécessaire de peser sur tous les autres éléments qui constituent le revenu national du pays.

On n'en sort pas. Les imbéciles diront qu'il s'agit d'une simplification grégaire et s'étendront largement sur la multiplicité des revenus et sur leurs fluctuations, mais c'est là la paille qui cache la poutre. Même si les revenus les plus minces ne diminuent pas, l'évolution des prix leur fera payer les frais de la casse. En réalité, dans ces périodes de crise, les revenus les plus bas stagnent et le capital, pour défendre son profit et pallier à la fatigue du marché, augmente les prix. Il s'agit d'un cercle vicieux que chacun aujourd'hui connaît bien. Disons que les pauvres deviennent plus pauvres et les riches plus riches !

La campagne électorale masquera momentanément ces réalités déplaisantes, auxquelles n'échappera aucun des clans de droite comme de gauche qui se présentent à vos suffrages. Ce sont les structures du système et surtout l'extension du marché qui imposent ce dérèglement du monde capitaliste et produit le désordre de la production ! Il s'agit pour le commun des mortels de grands problèmes « emmerdants ». Ce qui intéresse les ménages c'est leur revenu mensuel ! Ouais ! Le guichet où on touche sa mince prébende est alimenté par des coffres-forts bourrés jusqu'à la gueule. Tous les forts en thèmes savent cela ! Mais les autres, ceux qui touchent une paie à la hauteur du minimum vital en priant le Bon Dieu ou le délégué syndical que la prochaine soit meilleure ? Il faut le leur dire de façon à ce qu'ils dépassent la vie végétative et qu'ils se joignent à la lutte contre les forces qui les exploitent. On nous dit que cette lutte est dépassée, que nous sommes tous solidaires, ouvriers et patrons, paysans et châtellains, petits fonctionnaires et directeurs. Pourtant cette lutte, qui parfois s'étiole, renaît à chaque génération au moment où le capital s'y attend le moins. Moins par la volonté des hommes que par la rapacité des riches, pressés d'accumuler du profit dans l'instant où les travailleurs avachis avalent toutes les conneries moralisantes que leur débitent les partis, les Eglises et les professeurs de morale.

Un système à bout de souffle

Cette situation politique et sociale, dont j'essaie à gros traits de tracer le pourtour, n'est pas spécifique à notre pays. C'est celle de tous les pays au système économique développé. Mais chez nous, elle prend un caractère particulier du fait que le capital s'appuie sur les « grands » ancêtres, la démocratie, la liberté, le socialisme ; des mots ronflants vidés de leur contenu originel et qui font le trottoir, les lèvres peintes d'un rouge que les ans, les trahisons, les reniements ont fané.

Barre, Chirac, Mitterrand, qui ont amorcé leurs campagnes électo-

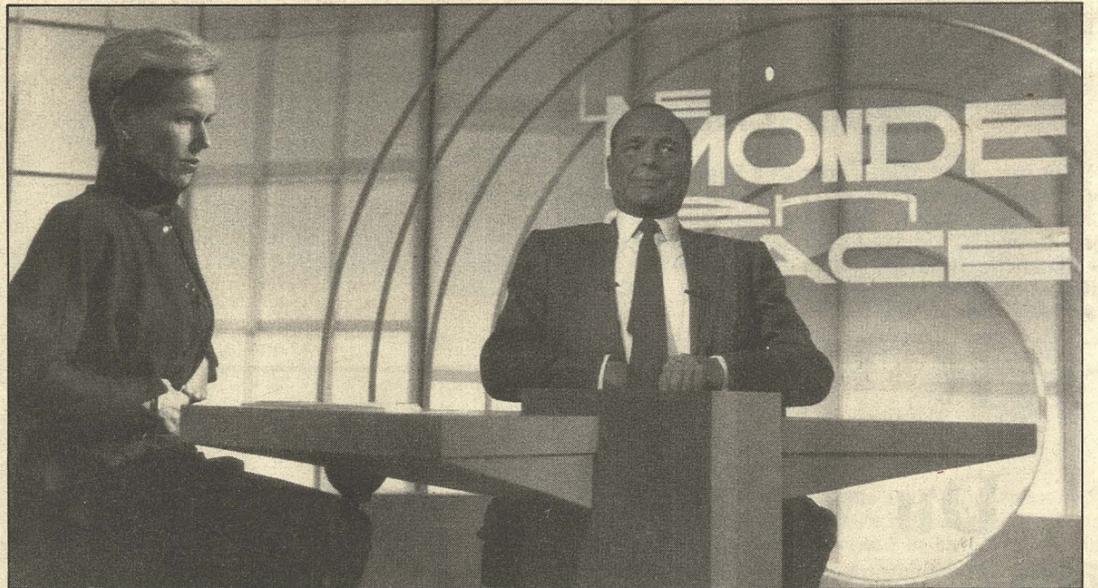
rales, noient le poisson ! Ils se jettent à la tête des « solutions » miracles qui laissent de côté l'essentiel : la répartition différente du revenu national. Sur le fond, ils sont parfaitement d'accord pour conserver un système économique de classe et leur querelle consiste à avantager la clientèle électorale sur laquelle ils comptent pour poursuivre leur domination politique sur une population désorientée et qui s'apprête à voter pour le premier imbécile venu qui lui proposera la lune !

Le régime économique et social que nous subissons est à bout de

Pour nous, anarchistes, le problème est global ! L'exploitation du travail par le capital ne se divise pas. Notre projet est d'y mettre fin. Depuis deux cents ans, tous les systèmes ont été expérimentés, du socialisme marxiste au despotisme, en passant par les diverses formes du capitalisme, libérales ou musclées. Toutes ont abouti au même résultat : changer les bénéficiaires de l'exploitation de l'homme par l'homme, maintenir ou créer une nouvelle classe d'exploités. Et nous savons bien ce qui a pourri toutes les tentatives de libération, c'est le

idées, de droite comme de gauche, émasculées par la pourriture politique, seuls les anarchistes peuvent animer ce combat dans leurs usines, dans la cité, partout où les hommes se rassemblent, car l'anarchie c'est d'abord la suppression des classes économiques et sociales, des hiérarchies de toute sorte !

Contre la chienlit qui se prépare, il faut s'organiser, il faut se battre sur notre terrain, le terrain de classe. « Elections piège à cons », oui, mais il ne faut pas seulement le dire, il faut le crier en profitant de la mobilisation de l'électeur. Des



souffle. Le chômage, malgré les camouflages, s'étendra ; les industries de pointe se centraliseront, réduisant en sous-traitantes taillables et corvéables les petites entreprises qui se « prolétariseront » au fil des ans. Une moitié de la population risque de finir son parcours en mendigotant dans les mairies les restes des « déjeuners d'affaires », l'autre moitié, encore dans la production, sera « aux ordres » et mouillera sa culotte chaque fois que le bruit d'une concentration économique se répandra et, sous prétexte de rentabilité, remplacera les hommes par des machines.

Les lendemains de l'élection présidentielle seront rudes. Chacun le sait, chacun le dit, les partis comme les syndicats qui timidement, avancent des solutions « bidons » destinées à amortir le choc et auxquelles la population désemparée fait semblant de croire !

« Elections piège à cons », chantaient les jeunes gens qui, en 1968, croyaient changer le monde en galoquant dans les rues du quartier Latin. Aujourd'hui résignés et le crâne dégarni, ils se sont glissés dans le cadre de la société en essayant de s'y faire une place. Mais le monde des affaires n'est pas sentimental, il tient le peuple à la gorge grâce à ses structures économiques et sociales. Le système capitaliste peut bien lâcher un peu de lest pour amortir les tensions, lorsque le principal, c'est-à-dire l'exploitation de classe est en jeu, alors il fait donner la garde !

La suppression des classes économiques

Le temps n'est plus aux révolutions d'opérette, où quelques barricades suffisent à changer les bénéficiaires de l'exploitation du travail. Le temps est au travail révolutionnaire sérieux et réfléchi.

Oui, je vois encore mon « fort en thème » hausser les épaules ! La révolution économique et sociale... Plus bas, tu vas faire rire de toi, réveiller les passions, attirer la répression, effrayer le bon popolo, qui parfois « vote bien », ce qui convenons-en, le réjouit juste le temps qu'il s'aperçoive qu'une fois de plus il est floué !

maintien des hiérarchies économiques et l'autorité des clans de chefs qui finiront par reconstituer des classes économiques.

Le caractère mondial des rapports économiques et politiques, cette espèce de centralisation que tentent d'imposer à l'échelon mondial les puissances impérialistes quel que soit leur régime politique, ne doivent pas nous conduire à une politique parallèle. Tous ces peuples en sujétion ont une histoire, des coutumes, des mœurs particuliers. Ce sont des éléments importants de leur résistance. Car c'est d'abord sur l'homme, puis sur le groupe, que la résistance doit s'organiser, la contestation se développer, le combat se livrer. Dans l'état actuel des

jours difficiles se préparent qui veront les promesses électorales s'envoler en fumée. Il suffit de comparer les propositions des partis pour voir qu'il n'existe plus entre eux de différences et qu'ils sont simplement séparés par des appétits !

Ce sont les hommes qui tracent le destin des sociétés. Celle dans laquelle nous vivons est en train de crever. De toute part, des groupes d'hommes cherchent la solution pour conserver le système des classes. Nous, anarchistes, sommes l'avenir, car nous sommes les seuls à refuser de rafistoler le régime. Disons-le partout, sans nous soucier du ricanement des imbéciles, car nous avons raison !

Maurice JOYEUX

RÉFUGIÉS ITALIENS

Pancino libéré

QUELLE différence y-a-t-il entre Roberto Gemignani, Paolo Azzaroni, Vincenzo Olivieri, Paolo Sebregondi, Paola de Luca, et Gianfranco Pancino ! Tous les six sont italiens, tous les six sont d'anciens militants de l'extrême gauche italienne réfugiés en France ; tous les six sont réclamés par la justice italienne pour des condamnations fondées sur des dénonciations de repentis.

De ces six hommes et femmes, c'est sur Gianfranco Pancino que pèsent les charges les plus lourdes : « Participation à bande armée, enlèvement et séquestration de personne, dissimulation de cadavre, détention et port d'armes à feu, incendies volontaires, recel de documents et tentatives d'aides à évasion ». Au total quarante-trois mandats d'arrêts et deux condamnations en Italie (18 et 25 ans de prison).

Roberto Gemignani, pour ne prendre que ce cas, est accusé de participation à bande armée, tentative d'homicide volontaire et tentative d'enlèvement, avec deux condamnations en Italie, à 11 et 5 ans de prison. Arrêté en France le 29 décembre 1986, Gemignani est maintenu en détention sous écrou extraditionnel depuis cette date.

Arrêté le 17 décembre 1987, Pancino a été remis en liberté le 13 janvier 1988. Bien sûr nous nous réjouissons de cette libération et demandons, qu'en toute logique, les dossiers de ses cinq compatriotes évoluent dans le même sens.

Mais pourquoi une telle différence de traitement ? Chercheur au C.N.R.S., Pancino est à l'origine d'innovations scientifiques dans la lutte contre le cancer du sein. L'étiquette du monstre terroriste colle mal à l'image du médecin, dont les travaux peuvent soulager des millions de malades. L'arrestation d'un aide-soignant n'aurait pas eu un tel écho.

- Qu'est-ce que tu veux faire quand tu sera grand ?
- De la politique.
- Passe ton bac d'abord !

D. M. et G. C.

